

LE PLAN B
www.leplanb.org
Avril-mai 2008 - N°13 Bimestriel - Critique des médias et enquêtes sociales 2 euros

Un odieux amalgame

A bas l'Union européenne !

A bas le IVe Reich !

(Notre dossier pages 4 à 7)

La presse refuse l'asile aux réfugiés de Dunkerque (p. 12)

Le putsch médiatique de Laurence Parisot (p.15)

Le procès de Christine Ockrent (p. 20)

L 13579 - 13 - F: 2,00 € - RD

Le courrier du cœur

Cher Plan B,

les gens sont amenés à faire des choses bizarres et pour ma part je parcours les compte-rendus de la C.G.T depuis sa création. Alors je n'ai pas résisté à te faire part de l'ordre du jour suivant (aujourd'hui on dit une motion) adopté au congrès de Toulouse de 1910 (XIe congrès), et qui relève d'un esprit sardon que l'on souhaiterait voir vraiment appliqué de nos jours :

" Contre la presse bourgeoise
Le Congrès engage les militants syndicalistes à ne jamais collaborer à des journaux bourgeois, toujours prêts à salir et à calomnier la classe ouvrière en oeuvre d'affranchissement. Il engage ses militants à boycotter et à faire boycotter par les ouvriers conscients une presse particulièrement vénale et corrompue, toute au service de nos ennemis".

(Compte rendu sténographique des travaux du Congrès, page 7).

Dans le train Avignon-Mulhouse j'ai offert "le plan B" n° 12 que je lisais à ma voisine.
Comme un con je ne l'avais pas lu entièrement.
Il est impossible de le trouver en kiosque à Mulhouse (!!!)

Imprimé à l'imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesnes-sur-Helpe ● CPPAP 0611K88117 ● ISSN 1950-1625 ● Édité par La Sardonie libre, sarl de presse ; RCS Paris 488 135 443 ● Taulier : Marc Pantanella.

Diffusion militante :

Des centaines d'abonnés ont pris en main la diffusion du *Plan B* dans leur région. Rejoignez-les ! Faites-vous connaître par courrier postal ou électronique. *Le Plan B* vous mettra en contact avec les correspondants de votre région.

Adresse : Le Plan B, 40, rue de Malte, 75011 Paris. Mèl : admin@leplanb.org

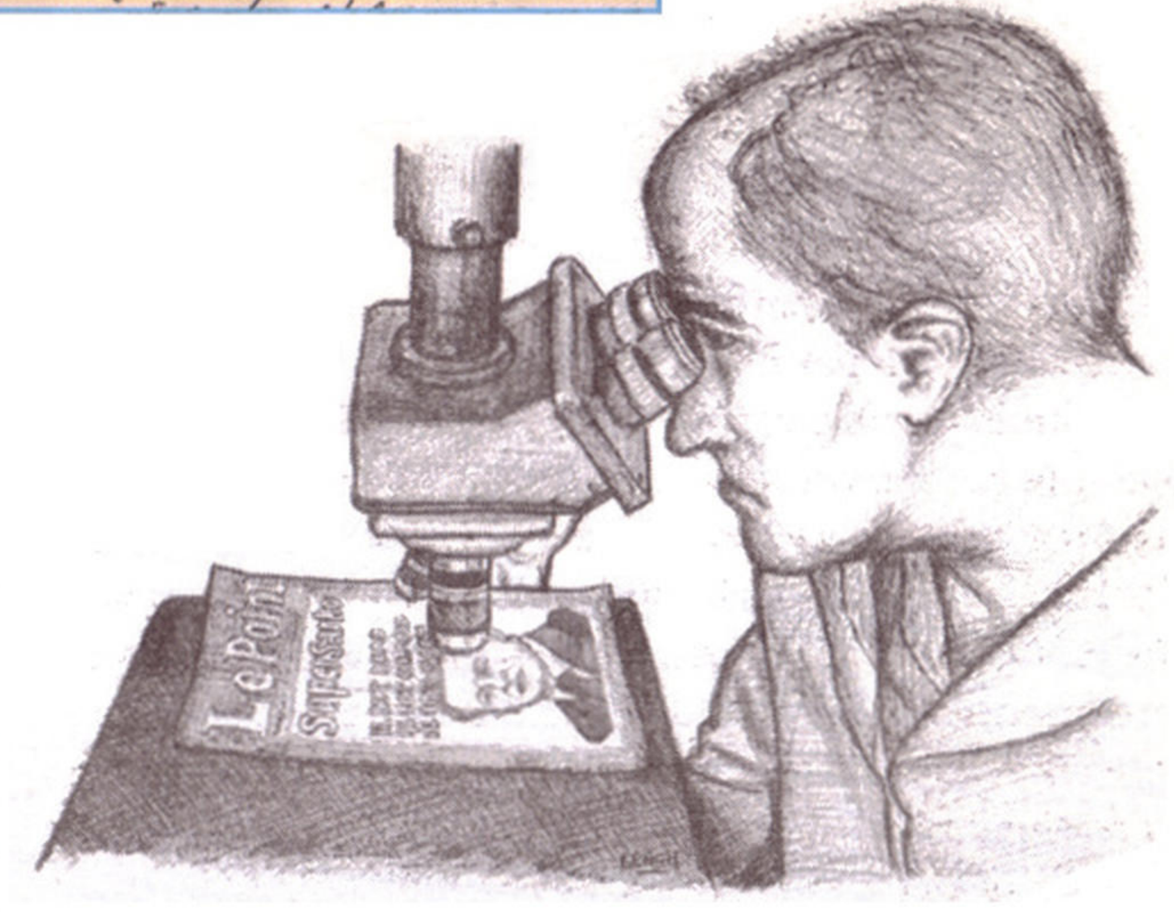
L'armée mexicaine du Plan B :

Direction de la publication : Gilles Balbastre • Direction des opérations : Olivier Cyran, Élodie Couratier • Direction granitique : Pierre Rimbert, Julien Brygo • Direction du bon goût : Marc Pantanella, Mathieu Colloghan • Direction agricole : Alain Accardo, Éric Dourel, Dominique Pinsolle • Direction tricéphale : Benoît Breville, Antoine Schwartz, Renaud Lambert • Direction des études : Claude Pfeffer, Béatrice Vincent, Philippe Monti • Direction du savon à barbe : Denis Perais, Mathias Reymond • Direction délicieuse : Clothilde Dozier, Samuel Dumoulin • Direction assistée : Damien Doignot, Denis Souchon • Direction logistique : Sébastien Marchal, Antoine Bureau • Direction des portes & fenêtres : Aurel, Bench • Direction de la propagande : Canarcho, Yvon Bureau • Direction Palavas-les-Flots : Van de Hoef, Maxime Sauvêtre

Date : 20 février 2008

Objet : Les poux du n° 12

Salut à vous *Le Plan B*,
Lecteur fidèle et venant de m'abonner, je voulais vous faire part de mon léger agacement en découvrant la une du numéro 12. Je savais que Laurent Joffrin était quelqu'un de très important, mais là, je l'avais peut-être encore sous-estimé. Une attaque *ad hominem* à la une du *Plan B* ! C'est élitiste, beaucoup de personnes ne connaissent pas ce monsieur mais connaissent *Libération*. Mais c'est peut-être une intrigue pour attirer la curiosité des ignares provinciaux non mondains. […] Ça me semble ni plus ni moins que de la pipolisation ! Je suis peut-être à côté de la plaque, mais ça me turlupinait, alors voilà…
Soutien indéfectible quand même.



Date : 26 octobre 2007

Objet : Plus de gentillesse

Bonjour,
Je me permets de vous contacter pour vous faire un retour sur votre journal. […] Je trouve dommageables certaines attaques personnelles répétitives contre des personnes comme P. Corcuff ou P. Val. Je ne connais pas le premier (j'ai jamais rien lu de lui) et j'avoue ne plus lire *Charlie Hebdo* depuis longtemps, mais je trouve suspecte votre insistance à dénoncer leurs moindres faits et gestes. L'intérêt d'un journal comme *Le Plan B* est plus dans son rôle d'éducation populaire que dans un rôle de dénonciation de certaines personnes.[...] Je vous propose donc de limiter cet aspect autant que possible dans vos prochaines parutions pour ne pas rentrer dans le style de jeu de ceux que vous dénoncez. [...] Bon courage pour la suite.

Date : 25 février 2008

Objet : Excusez ma tenue

Je suis Bernie de Radio Bresse et je lis votre journal depuis déjà quelques mois. Bien sûr, j'ai suivi vos articles sur la région et je vais en profiter pour en parler dans mon émission qui s'appelle « Excusez ma tenue » et qui est diffusée le jeudi soir. J'ai photocopié votre article et je le distribue à droite et à gauche bien que je ne me sente ni d'un côté ni de l'autre. Beaucoup de gens m'ont dit d'ailleurs que ce n'était qu'un tissu de mensonges mais bien sûr sans aller vérifier (ce que d'ailleurs je n'ai pas fait non plus). De toute façon, les gens préfèrent se voiler la face jusqu'à ce que la réalité leur tombe sur la gueule. J'en ai aussi parlé au « journaliste » de la radio mais, pour l'instant, je n'ai eu aucun retour. En tout cas, je vous remercie pour votre journal car […] il ne reste plus beaucoup d'espace pour une presse d'investigation qui ne pense pas toujours comme les pouvoirs politiques nous le conseillent. En un mot comme en cent, continuez ce travail utile pour le réveil des consciences. Vive l'anarchie et à bas le pouvoir de l'homme sur l'homme. À bientôt.

Jeux olympiques, Ingrid Betancourt, Hirsi Ali, banderole du PSG…

Plongée dans la glu humanitaire

Les enfonceurs de portes ouvertes ont le moral au beau fixe. Galvanisés par la presse, ils défendent la veuve et l'orphelin en organisant des soirées mondaines. *Le Plan B* s'est invité à l'une d'elles.

« *Ce qui est impressionnant, c'est de filmer la queue qu'il y a ici* », s'extasie un bénévole de SOS Racisme. La levée en masse décrétée par BHL, *Libération* et *Charlie Hebdo* a été entendue : ce dimanche 10 février, toute l'infanterie du Parti de la presse et de l'argent (PPA) se regroupe à l'École normale supérieure (ENS) de la rue d'Ulm (Paris 5e), pour un meeting en faveur d'Ayaan Hirsi Ali, une ex-députée néerlandaise menacée par des fanatiques religieux. Ce n'est pas un meeting mais une conférence de presse. La plupart de ceux qui ne sont pas interrogés par un journaliste sont des journalistes qui interrogent. Bernard Maris, tout fier d'avoir reçu la laisse d'or du *Plan B* (lire n° 12), s'assoit au quatrième rang avec un badge VIP.

Devant nous, une jeune fille jubile : « *Il y a eu deux grosses émissions à la radio, dont celle de Demorand qui est à fond avec nous. Aujourd'hui, on a France Info toutes les heures.* »

Des « êtres de liberté »

La parité est respectée : il y a presque autant de bourgeoises blanches que de bourgeois blancs. Bruissement de (petite) foule quand BHL fait son apparition, entouré de ses bernardettes. Il est assailli de micros et de caméras. Pascal Bruckner, vexé, n'est sollicité par personne. Il a pourtant soutenu Bush et la guerre d'Irak avant de voter Sarkozy en 2007. Jacques Julliard, du *Nouvel Observateur*, a une mâchoire de bœuf et un polo noir beaucoup trop serré qui le boudine. Pendant qu'Élie Chouraqui adresse un sourire de gratitude au seul cinéaste au monde encore plus nul que lui (BHL a « réalisé » *Le Jour et la Nuit*), Jean-Pierre Elkabbach se précipite sur Christine Albanel pour lui faire des bisous. Avec inquiétude, la ministre de la Culture voit Claude Lanzmann s'affaler à ses côtés. « *On m'a mis près de vous, honneur suprême !* » lui susurre-t-il avant de se fourrer un sonotone dans l'oreille.

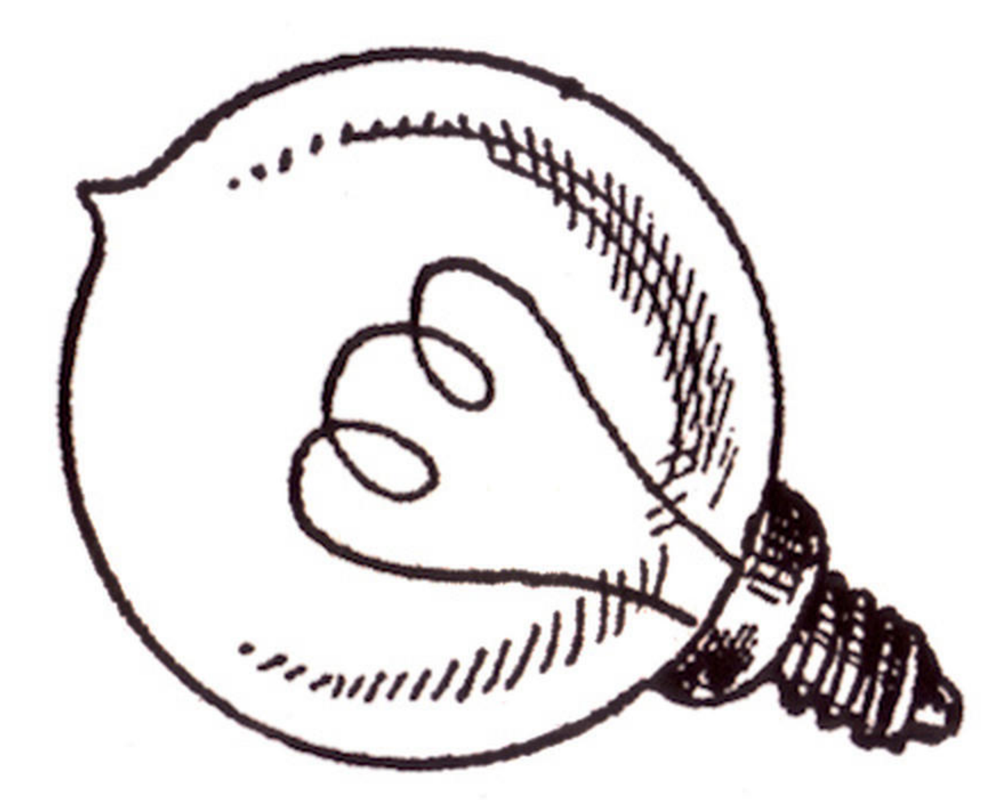
Monique Canto-Sperber intervient. Jupe plissée rouge et chemisier, la patronne de l'ENS est habillée comme une fillette participant à une chorale d'église. Elle explique que la réunion se tient « *au nom du courage critique* » et affirme sa « *conviction que les démocraties ont le devoir de défendre les plus faibles* ». Elle bafouille : « *Si nous voulons être encore des êtres de liberté…* » Caroline Fourest provoque quelques ricanements quand elle enchaîne : « *Merci pour ces mots forts.* » Puis elle explique que « *l'engouement de tous les relais médiatiques pour cet événement est le signe de quelque chose qui compte* ».

La corpulence de Serge Moati, debout au pied de la tribune, embarrasse les photographes. Mais voici que Philippe Val fait son entrée, rosissant de bonheur sous les flashs. Il embrasse BHL et, sans attendre, lit son texte, mal, butant sur ses mots. Tel un élève à l'oral de philo du bac, il sait que son public principal, c'est l'examinateur. D'emblée, il attaque les gauchistes-islamistes-nazis : « *Au nom d'un antiaméricanisme et d'une prétendue défense du peuple palestinien, ils regardent avec suspicion tout ce qui condamne l'islamisme.* » BHL semble satisfait de l'exposé de son élève. Dans le fond de la salle, cinq grosses caméras filment la totalité de l'événement. « *L'année dernière, alors que je faisais sur ces sujets un petit cycle de conférences au Canada* », poursuit Val, modeste mais toutefois désireux d'indiquer à son examinateur que lui aussi voyage. « *Nietzsche écrivait que les choses importantes avancent à pas de colombe. C'est pas mal, hein ?* » Charitable, la salle applaudit.

Entre-temps, Vincent Peillon a rejoint la tribune afin que Benoît Hamon ne lui vole pas la vedette chez les jeunes premiers du PS. La sous-ministre sarkozyste Rama Yade chuchote à l'oreille du patron de *Charlie Hebdo*, qui rayonne de fierté. Il a réussi dans la vie.

Dominique Sopo (SOS Racisme) entreprend d'anesthésier le public lorsque Fourest le coupe : « *Je t'interromps parce que Ayaan vient d'arriver.* » La salle applaudit, soulagée que Sopo se taise. Tandis qu'Ayaan Hirsi Ali fait la bise à Val, Fourest cède le micro à Joffrin, qui marmonne : « Libération *a toujours manifesté son irrévérence.* » Il est très mollement applaudi. *Le Plan B* cherche dans ses poches un bout de cake pour consoler le directeur de *Libération*.

C'est maintenant au tour de BHL. « *Ayaan Hirsi Ali est non seulement française, elle est européenne par excellence et par quintessence.* » Sa voix est forcée. Va-t-il succomber à une laryngite ? Puis il s'adresse à Sarkozy pour que la France accueille « *Ayaan* » comme la Hollande a accueilli Descartes il y a trois siècles.



Ayaan Hirsi Ali a été dûment briefée. Dans son discours, elle n'oublie pas de citer BHL, Fourest, Bruckner, Val, Hamon, Kristeva, Sifaoui, Royal, Kristeva, Yade, Sarkozy et… « *Lauren Chauvrin* ». La salle rit. Son laïus terminé, BHL se lève et tape dans ses mains de façon démonstrative. Rama Yade enchaîne en remerciant BHL et Val. Se tournant vers l'héroïne, elle célèbre « *le long sanglot de la Voltaire des temps modernes que vous êtes* » et « *la France de la liberté qui est réunie ce soir pour vous apporter son soutien* », avant de lire un message du meilleur ami de Jean-Marie Bigard, Nicolas Sarkozy, invoquant Simone de Beauvoir et « *la France des Lumières* ».

L'opérette des « happy fews »

BHL passe alors la parole à Ségolène Royal, qui déplore de n'avoir « *pas entendu de réponse très précise à ce qu'a demandé Bernard-Henri Lévy* ». Il s'agit de naturaliser Ayaan Hirsi Ali sur-le-champ, alors que Sarkozy s'est seulement engagé à plaider la cause des victimes de persécutions religieuses à l'échelle européenne. Avec des gestes secs, BHL fait savoir à Fourest qu'il est mécontent de ses services. Pendant ce temps, Royal ajuste son tailleur rose et Joffrin se gratte la barbiche.

Val déroule le tapis à « *notre ami Claude Lanzmann* », qui précise d'emblée : « *J'eusse préféré être introduit par Caroline Fourest.* » Cette tentative de flirt n'ira pas très loin. Bougon, Lanzmann énumère ses médailles : « *Pour commencer, je suis membre du jury Simone de Beauvoir* […], *je suis par ailleurs directeur de la revue* Les Temps modernes […], *je me souviens avoir rencontré plusieurs fois Salman Rushdie.* » Il regagne péniblement sa place, qu'il confond avec celle de Fourest. Laquelle s'en amuse et le salue : « *Vous avez fait court et je vous en suis très reconnaissante.* » Elle signale ainsi brutalement à Lanzmann l'échec de sa tentative de flirt.

Enfin, l'apothéose. Les caméras se précipitent pour immortaliser la remise du « prix Simone de Beauvoir » à Ayaan Hirsi Ali. Val se colle à BHL pour la photo. Il est très applaudi, plus que BHL, infiniment plus que « Chauvrin ». Guigou semble très fière de son pull en cachemire rouge (elle est socialiste). En sortant, une participante glousse : « *On faisait partie des happy few.* » Tous étaient là pour implorer Nicolas Sarkozy d'accueillir *une* personne alors que son gouvernement en expulse 25 000 par an.

Bush aussi aime la « Voltaire de l'Islam »

Dans l'esprit de ses chaperons français, la cause d'Ayaan Hirsi Ali ne saurait se confondre avec celle du droit d'asile. Pas une fois la question de l'accueil réservé aux étrangers persécutés – population dont se réclame l'ex-députée néerlandaise exilée à Washington – n'a été évoquée au meeting de l'ENS. Hors sujet. Les demandeurs d'asile n'étant pas tous victimes de l'islamisme, leur sort indiffère les insurgés mondains.

La mesure d'exception réclamée par le PPA s'appuie sur un argument plus noble : Ayaan Hirsi Ali incarnerait les valeurs de laïcité qui font la gloire éternelle de la France. « *Cette grande dame, cette insoumise* […] *lutte pour le triomphe non seulement de la laïcité, mais de la laïcité à la française* », s'enflamme BHL dans *Libération* (11.2.08). *Elle plaide pour les mêmes valeurs de tolérance que Voltaire et* [pour] *le modèle de citoyenneté tel que l'ont inventé, avec Voltaire, les promoteurs des Lumières françaises.* »

Dans *Charlie Hebdo*, Caroline Fourest (dont BHL est l'éditeur chez Grasset) sanctifie « *la Voltaire de l'Islam* » : « *Il est temps de comprendre qu'Ayaan a autant besoin de nous que nous avons besoin d'elle* » (6.2.08).

Mais le « besoin » de se procurer une martyre ne tenaille pas que BHL ou *Charlie Hebdo*. Il y a un an, la « Voltaire de l'Islam » était recrutée par l'American Enterprise Institute (AEI), un lobby ultraconservateur qui a inspiré ses exploits irakiens à George Bush. Elle y côtoie Newt Gingrich (mascotte de la droite religieuse américaine), Richard Perle (ancien vice-secrétaire à la Défense), Reuel Marc Gerecht (ex-spécialiste du Moyen-Orient à la CIA), Lynne Cheney (épouse du vice-président Dick) ou encore l'ex-PDG d'ExxonMobil, Lee Raymond. « *Mes collègues et leurs épouses n'ont eu pour moi que gentillesse, générosité et amitié* », les a remerciés « *l'insoumise* » (« Coming to America », 26.7.07).

Encadrée par ces militants de la « laïcité à la française », Ayaan Hirsi Ali peut laisser librement s'épanouir ses valeurs de tolérance. Sur le site Internet de l'AEI, elle explique ce que doit être « *le rôle du journalisme aujourd'hui* » : promouvoir la « *guerre des idées qui oppose les valeurs de l'Occident à celles de l'Islam* ». « *Vous* [les journalistes] *devriez cesser de vous auto-censurer. L'Islam et la démocratie libérale sont incompatibles.* […] *Si nous ne comprenons pas les différences entre l'Occident et l'Islam – pourquoi l'un est si grand et l'autre si vil –, si nous renonçons à contre-attaquer et à gagner la bataille des idées pour préserver notre civilisation, il n'y a selon moi aucune justification à votre métier ni au mien* » (19.6.07).

Les voltairiens de la Maison-Blanche se laisseront-ils chiper leur perle rare par une escadrille d'éditorialistes français ? *Le Plan B* retient son souffle.

Construction européenne : le ver était

Une monnaie, un marché, une commission présidée par un maoïste passé au néoconservatisme (José Manuel Barroso) : l'Europe, ce n'est pas que cela. C'est aussi la fonte des droits sociaux. Car l'Union européenne a réalisé le rêve de Marx, mais à l'envers : les patrons de tous les pays s'y sont unis pour mettre les salariés en « concurrence libre et non faussée ». Un projet inscrit dans les fondations mêmes du traité de Rome, il y a cinquante ans.

Le 18 décembre dernier, la Cour de justice européenne donnait raison à une entreprise lettone du BTP implantée en Suède, le groupe Laval, qui refusait d'appliquer les normes salariales et les conventions collectives de son pays d'accueil. Grâce au droit européen, le Bouygues balte peut continuer à payer sa main-d'œuvre suédoise en délicieuses cacahuètes lettones.
Les socialistes français, occupés alors à promouvoir le « mini-traité européen », n'ont pas commenté cette réhabilitation insidieuse de la directive Bolkestein. Un de leurs alliés danois, l'eurodéputé Poul Nyrup Rasmussen, admet pourtant que l'arrêt de la Cour n'est *« pas une décision en faveur de l'Europe sociale, mais plutôt une façon floue de couvrir les mauvais employeurs et les baisses de salaires »* (18.12.07). Le conservateur britannique Philip Bushill-Matthews a en revanche salué la nouvelle, se félicitant de *« voir la Cour de justice maintenir un principe clé du marché commun »*. Désormais, annonce-t-il, *« le mouvement syndical cessera de bloquer les progrès dans ce domaine »*.

Un demi-siècle de oui-ouisme

Le dumping social, un *« principe clé du marché commun »* ? Emporté par son enthousiasme, l'eurodéputé thatchérien contredit en quelques mots tout un pan de l'histoire officielle de l'Union européenne (UE). À en croire les becs verseurs de la citerne médiatique, « l'Europe sociale » serait un objectif gravé dans les fondations de la construction européenne. Les difficultés à l'atteindre seraient dues non pas à « trop d'Europe », mais à « pas assez d'Europe ». Si l'UE peine à *« harmoniser ses politiques sociales par le haut »*, la faute en incomberait à des contingences économiques auxquelles les dirigeants européens se soumettent à regret, au risque de retarder le plein achèvement de sa mission d'origine. Cette berceuse n'a pas convaincu *Le Plan B*, qui confirme la parole d'expert de Philip Bushill-Matthews : ce qu'il y a de « social », dans le cœur même du projet communautaire européen, c'est bien le dumping, non la protection.

Avant de parvenir à cette conclusion, *Le Plan B* a ausculté les fondations de la construction européenne, du pool charbon-acier d'après-guerre au traité de Rome signé il y a cinquante et un ans. Il a fallu réquisitionner un marteau piqueur moustachu pour perforer le sarcophage de salades et de boniments agglomérés qui recouvre la réalité historique. Non, l'Union européenne n'est pas l'enfant de la paix et de l'amour entre les peuples, mais le produit d'un mariage d'intérêts financiers motivé par l'anticommunisme, le désir de plaire à Washington et la volonté de brider des peuples parfois trop enclins à faire valoir leurs droits. Dès les traités fondateurs, les « pères de l'Europe » ont choisi de satisfaire les besoins des milieux d'affaires plutôt que ceux des citoyens. Seule une mobilisation acharnée, permanente et symphonique de toutes les crécelles du Parti de la presse et de l'argent (PPA) a réussi, en un demi-siècle, sinon à masquer cette évidence, du moins à en atténuer suffisamment les effets pour qu'ils ne débordent pas des urnes ou – horreur ! – dans les rues. Et quand, malgré tout, les peuples votent mal, leur décision est simplement annulée. En 1992, les Danois rejettent le traité de Maastricht : leurs dirigeants les obligent à revoter. En 2001, les Irlandais rejettent le traité de Nice : on les contraint à retourner aux urnes jusqu'à ce que ratification s'ensuive. À la veille du référendum de 2005, l'eurodéputé espagnol Iñigo Méndez de Vigo avait lancé un préavis dont le caractère intrinsèquement européen n'a pas été assez souligné : *« Ceux qui pensent que rien ne se passera en cas d'échec* [du « oui »] *se trompent. Nous avons trop investi dans cette Constitution pour accepter son échec »* (*Le Monde*, 5.1.05). C'est vrai, mais les « investissements » ont débuté il y a soixante ans. Le oui-ouisme est tenace comme un furoncle.

La démocratie des marchands de cognac

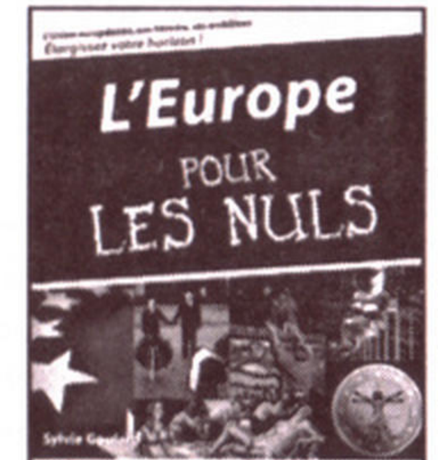
Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le projet de créer des « États-Unis d'Europe » soulève l'enthousiasme de Washington et d'une nébuleuse hétéroclite composée de lobbys patronaux, d'anciens de Vichy, de socialistes réformistes et de catholiques sociaux. Leur point commun : la haine du communisme. En 1948 est créé le Mouvement européen, une association qui comptera parmi ses présidents d'honneur plusieurs chefs de gouvernement tels le britannique Winston Churchill, l'allemand Konrad Adenauer et le français Robert Schuman. Dès ses débuts, ce groupuscule jouit du soutien discret mais inconditionnel de la CIA. Par le biais d'un organisme baptisé « American Committee on United Europe » (ACUE), elle va injecter des millions de dollars dans les activités de propagande du « mouvement », en direction notamment de la jeunesse et des milieux politiques[1]. Washington place à sa tête l'homme politique belge Paul-Henri Spaak, un ex-sympathisant du IIIe Reich promu porte-serviettes des intérêts américains.

Du goudron et des plumes

Cette intervention s'insère dans la stratégie d'influence des États-Unis en Europe, marquée en 1947 par le plan Marshall. Avec le début de la Guerre froide, l'unification militaire de l'Europe occidentale devient pour l'administration Truman un élément crucial de sa lutte d'« endiguement » du communisme. C'est le traité de Bruxelles de mars 1948 puis le pacte atlantique d'avril 1949, qui conduit à la création de l'Otan.

Mais le « rêve européen » n'est pas seulement géostratégique. Le gouvernement américain réclame une union douanière entre ses partenaires européens ainsi que l'ouverture de leurs marchés afin d'y déverser marchandises et capitaux. L'Organisation européenne de coopération économique (OECE), qui gère les vannes du plan Marshall, contraint les

L'Europe des nuls pour les nuls



Le titre a été judicieusement choisi. Manifestement, l'auteure de *L'Europe pour les nuls* considère ses lecteurs comme des décérébrés. Le passage sur *« les pères fondateurs qui avaient de l'esprit et du cœur »* évoque les feuilletons roses de *La Semaine de Suzette* : *« On dit souvent que l'Europe est une invention de technocrates*, explique Sylvie Goulard, « spécialiste » des questions européennes à Sciences Po. *Rien n'est plus faux. [...] Ce sont bien les notions de réconciliation et d'amour qui forment le cœur de l'Europe. »* Puis elle ajoute : *« Si l'Europe a réussi, c'est avant tout à l'extraordinaire qualité de ces premiers Européens qu'elle le doit. [...] Ils nous donnent des raisons d'espérer. »* À la lecture de ce roman-photo gorgé de sirop, dans lequel une table ronde de preux chevaliers guide les peuples vers la paix et la prospérité, *Le Plan B* a fondu en larmes. Mais la concentration des clichés au centimètre carré ne l'étonne pas : Sylvie Goulard, protégée d'Alain Duhamel et de l'UMP, préside le Mouvement européen en France après avoir été conseillère de la commission Prodi à Bruxelles.
Du « grand » Jean Monnet, on apprend qu'il trouvait la société française *« si provinciale, si décalée par rapport aux enjeux du monde »*, mais sa passion pour les milliardaires américains n'est pas mentionnée (lire encadré ci-contre).
À propos de Robert Schuman, l'auteure indique qu'*« une demande de béatification a été déposée compte tenu de son œuvre et de sa foi »*, mais oublie de préciser que ce catholique réac avait voté les pleins pouvoirs à Pétain. Pour la notice de Paul-Henri Spaak, le Jean Monnet belge, c'est encore plus élégant : l'homme est décrit comme un *« gourmand et bon vivant »* à qui *« on a reproché de souvent changer d'avis »*. En effet : avant de devenir le larbin de la CIA à la Libération, Spaak montra de la tendresse pour le IIIe Reich et tenta d'instaurer un « national-socialisme » belge[1].
Comme toujours dans les photos de famille, on regrette les absences. Celle de Paul Reuter, par exemple. Ce proche collaborateur de Monnet, qui fut l'un des principaux artisans du traité « charbon et acier » de 1951[2], célébrait dix ans plus tôt le régime de Vichy. Aux côtés d'autres disciples du maréchal, il milita en faveur d'*« un ordre communautaire concrétisé par des institutions fédérales »*. Car « l'idée européenne » n'a pas séduit que des résistants. Le 22 juin 1942, le collabo Pierre Laval braillait déjà : *« Nous voilà placés devant cette alternative : ou bien nous intégrer, notre honneur et nos intérêts vitaux étant respectés, dans une Europe nouvelle et pacifiée, ou bien nous résigner à voir disparaître notre civilisation. »*

1 John Hellman, *Emmanuel Mounier and the New Catholic Left*, Toronto, University of Toronto, 1981.
2 Antonin Cohen, « Le plan Schuman de Paul Reuter », *Revue française de science politique*, 1998.

dans le fruit

pays à abaisser leurs protections et à instaurer une Union européenne des paiements (1950). Dans une note interne, un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay crie au chantage : « *Si les États-Unis exercent une pression sévère sur les pays européens pour que ceux-ci libèrent leurs échanges, c'est que l'intégration économique de l'Europe correspond aux intérêts américains.* [...] *Les protagonistes de la politique actuelle craignent que l'aide Marshall ne soit interrompue si la libération des échanges réclamée par l'administration américaine en vue d'aboutir à l'intégration de l'Europe occidentale n'est pas réalisée.*[2] » Cette note, datée du 10 février 1950, précède de trois mois la fameuse déclaration Schuman, qui aboutira à la signature du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca), matrice de la future Union européenne.

L'unification de l'Europe de l'Ouest va permettre à Washington d'amplifier sa croisade anticommuniste et de faire prévaloir ses intérêts économiques. Pour complaire à Truman, le Quai d'Orsay envisage diverses unions douanières et monétaires avec les pays voisins. Mais la diplomatie américaine recale ces plans, à la fois parce qu'elle les juge trop timorés sur le plan de la libéralisation et, surtout, parce qu'ils excluent l'Allemagne de l'Ouest. Or les États-Unis ambitionnent de restaurer la puissance économique teutonne, de l'incorporer dans la fédération européenne et de la doter d'une force militaire – une perspective qui effarouche les responsables français. En revanche, le projet, conçu par Jean Monnet, d'une mise en commun franco-allemande du charbon et de l'acier ravit la Maison-Blanche. La plupart des historiens le reconnaissent : cette initiative porte de manière limpide « *l'empreinte de Washington* »[3].

Le « cercle des conjurés »

Rédigé dans le plus grand secret par l'ex-marchand de cognac Jean Monnet et ses collaborateurs, ce projet reçoit la bénédiction du nouveau ministre des Affaires étrangères, le très conservateur Robert Schuman. Ce dernier décide alors d'en faire état publiquement sans en avoir référé au président du Conseil, Georges Bidault, ainsi placé devant le fait accompli. Il veille en revanche à ne rien cacher au secrétaire d'État américain Dean Acheson, qui supervise le coup. À propos de la déclaration du 9 mai 1950 instaurant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Monnet parlera d'ailleurs de l'action d'un « *cercle des conjurés* »[4] – sans que nul n'y voie un penchant pour la « théorie du complot ». Quand les « conjurés » tentent de confier le contrôle de la production commune de charbon et d'acier à une « haute autorité » composée d'experts, le Premier ministre anglais, Clement Atlee (travailliste), ironise : « *La démocratie ne peut abdiquer entre les mains de quelques personnes réputées compétentes*[5]. » Des technocrates qui dédaignent les parlements et contournent les voies démocratiques : c'est la fameuse « méthode Monnet », resservie à chaque étape de la construction européenne. Elle est toujours en vigueur.

Le traité est signé le 18 avril 1951 entre les Six (l'Allemagne, la France, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg). C'est un bréviaire néolibéral. Pour sauvegarder la « *paix mondiale* », promouvoir la « *civilisation* » et conjurer les « *divisions sanglantes* » entre les peuples, le texte instaure un « *marché commun* » et se donne pour mission, entre autres, de « *promouvoir le développement du libre-échange* ». L'article 4 abolit les barrières douanières pour les produits concernés et interdit « *les subventions ou aides accordées par les États* ». Quant à l'article 5, il pose la pierre de touche de toute la construction européenne : celle-ci « *assure l'établissement, le maintien et le respect de conditions normales de concurrence et n'exerce une action directe sur la production et le marché que lorsque les circonstances l'exigent* », c'est-à-dire quand une crise impose de socialiser les pertes. L'épopée de la « concurrence libre et non faussée » peut commencer.

Dans chacun des pays signataires, la farandole concurrentielle suscite de vives oppositions. En Allemagne, le Parti social-démocrate (SPD) en appelle à la résistance contre le conservateur et proaméricain Adenauer. En France, les communistes crient à la trahison tandis que les gaullistes s'insurgent contre un abandon de souveraineté qui conduirait à « *bâtir la première place forte d'une nouvelle technocratie* » (*Le Monde*, 13.12.51). En Italie, Giuseppe Di Vittorio, leader du plus grand syndicat de travailleurs (la CGIL), exhorte le gouvernement à suspendre l'application du texte en attendant de consulter le peuple. Sa demande restera lettre morte (*L'Unità*, 17.6.52).



« Violer les peuples un petit peu »

L'intransigeance de Rome est partagée par ses alliés : à quoi bon demander l'avis des électeurs sur un traité qui les engage pour cinquante ans ? Dans l'affaire européenne, le peuple est un boulet dont il convient de se détacher. Comme le constate un historien féru d'euphémismes, « *l'opinion publique n'a pas été vraiment bouleversée* » par l'idéal euro-américain, ce qui expliquerait que « *le rôle essentiel* [ait] *toujours été joué par les petits groupes et les personnalités*[6] ». L'« *Europe des peuples* », ce conte pour enfants attardés, rythmera les veillées du PPA durant trois générations. De 1951 à 2008, sa morale demeurera inchangée : « *Est-ce qu'il faut pas violer des fois les peuples un tout petit peu pour leur bien ?*[7] »

La réalisation d'une union fédérale des pays européens franchit une nouvelle étape avec la signature en mai 1952, du traité instituant la Communauté européenne de défense (CED), placée dans le giron de l'Otan. L'accomplissement de ce rêve humide europhile se heurte au refus des parlementaires français en août 1954. Mais dès juin 1955, les ministres des Affaires étrangères des Six se réunissent à Messine pour proclamer la nécessité de « *poursuivre l'établissement d'une Europe unie* » à travers « *la création d'un marché commun* » et « *la fusion progressive des économies nationales* ». Un comité dirigé par Paul-Henri Spaak est chargé de réfléchir à un nouveau traité. Au même moment, Monnet annonce la création d'un Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, qui vise à orienter les décisions publiques sans même s'embarrasser de propagande.

À quoi bon ? Ces cochons de citoyens sont de toute façon irrécupérables, et Robert Marjolin, l'un des négociateurs du traité de Rome, désespère : « *Disons-le franchement, l'immense majorité des Français* [...] *était en 1955-1956 fondamentalement hostile à toute liberté des échanges, fût-elle limitée à l'aire géographique européenne.*[8] » « L'aventure » continuera sans eux.

1 Voir Richard J. Aldrich, *The Hidden Hand. Britain, America and Cold War Secret*, London, John Murray, 2001.

2 Cité par Annie Lacroix-Riz, « La France et l'intégration européenne des années vingt aux années cinquante », article publié sur le site de l'auteur et (en allemand) dans le vol. 18 de *Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2002.

3 Irwin Wall, *L'Influence américaine sur la politique française, 1945-1954*, Paris, Balland, 1989, p. 272.

4 Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976, p. 353.

5 Propos rapportés par l'ambassadeur français à Londres et cité par Éric Roussel, *Jean Monnet*, Paris, Fayard, 1996 ; p. 547.

6 Pierre Gerbet, *La construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1999 (3e édition), p. 58-59.

7 Sylvie Pierre-Brossolette, France Info, 16.1.08.

8 Robert Marjolin, *Le Travail d'une vie, Mémoires (1911-1986)*, Robert Laffont, 1986, p. 279.

Jean Monnet, les rêves d'un banquier

« *Si c'était à refaire, j'aurais commencé par la culture.* » Les perroquets du PPA citent volontiers ce bon mot du « père fondateur » de l'Europe, Jean Monnet. Le seul ennui, c'est qu'il ne les a jamais prononcés. Et pour cause : la culture de Monnet – prononcez « Money » – était surtout celle du dollar. Avant la Seconde Guerre mondiale, le « géant du XXe siècle » – comme l'appelle la revue *Hérodote* – mène aux États-Unis une fructueuse carrière de businessman (il s'est enrichi dans le trafic d'alcool pendant la prohibition) et de financier de grand chemin. Son appétence pour l'argent l'amène à créer et diriger une banque d'investissement à San Francisco, la Bancamerica-Blair. Pendant la guerre, le banquier devenu diplomate est renvoyé aux États-Unis, où il s'acoquine avec le gratin de l'administration Roosevelt. D'abord très hostile à de Gaulle – qui devait selon lui « *être détruit* » –, il finit prudemment par se rallier au nouvel homme fort. Bon prince, ce dernier lui confie à la Libération le Commissariat général au Plan.

Mais de Gaulle se méfiera toujours de cet intime de Washington, qu'il surnomme « l'Inspirateur ». « *Dès les origines,* [Monnet] *a voulu réaliser une Europe bien unie aux États-Unis et par conséquent bien dépendante d'eux* », rouspétera le diplomate gaulliste Maurice Couve de Murville[1]. L'ancien trafiquant de tord-boyaux est l'homme de confiance de l'American Committee on United Europe (Acue), l'officine de la CIA chargée de financer la propagande europhile. En 1952, dans un courrier émouvant, le « père fondateur » rend grâce au général Donovan pour ses bonnes œuvres : « *Ce soutien constant, aujourd'hui plus crucial que jamais, nous sera d'une grande aide pour la réalisation complète de nos plans*[2]. » Le carnet d'adresses de Monnet embrasse non seulement les barbouzes et les milliardaires américains, mais aussi les élites d'Europe de l'Ouest. En France, les carriéristes les plus influents du monde politique (Antoine Pinay, Guy Mollet, le jeune Valéry Giscard d'Estaing...), de la finance (Monnet est très lié à la banque Lazard), de l'université (Georges Vedel, Jean-Baptiste Duroselle...) et du journalisme (Hubert Beuve-Méry au *Monde*, l'équipe de *l'Express*...) rejoindront ou soutiendront son Comité d'action pour les États-Unis d'Europe. La composition de cette couveuse rotarienne illustre une autre citation, authentique celle-là, de Jean Monnet : « *Continuez, continuez, il n'y a pas pour les peuples d'Europe d'autre avenir que dans l'union.* »

1 Cité par Éric Roussel, *Jean Monnet*, Paris, Fayard, 1996, p. 734.

2 Voir Richard J. Aldrich, *The Hidden Hand. Britain, America and Cold War Secret*, London, John Murray, 2001, p. 362.



•••

Spaak, l'homme de la CIA en Europe, notera dans ses Mémoires que « *l'œuvre accomplie fut celle d'une minorité sachant ce qu'elle voulait* ». Pour cette poignée d'anticommunistes, l'arrivée au pouvoir du « socialiste » Guy Mollet en 1956 constitue une divine surprise. Membre du comité Monnet et dévoué à Washington, le chef du gouvernement français soutient sans réserve l'entrée de la France dans le Marché commun. Réticente, la vieille garde du patronat français est déjà talonnée par la jeune génération d'« entrepreneurs » eurobéats qui discerne dans le frugal menu du jour l'abondance des festins à venir. L'opposition des maîtres de forges offre néanmoins à Mollet un argument providentiel pour rassurer une partie de l'électorat de gauche.

Lorsque en avril 1956 le comité Spaak remet son rapport, la haute administration française freine des quatre fers tandis que les dirigeants allemands poussent à la roue. Depuis un an, le puissant ministre de l'Économie, Ludwig Erhard, milite pour une libéralisation complète des mouvements de biens, de services et de capitaux – ainsi que pour la libre convertibilité des monnaies. Porte-parole des milieux d'affaires et théoricien de « l'économie sociale de marché », il préconise l'instauration d'une vaste zone de libre-échange en Europe et même à l'échelle du « *monde libre* ». Le mot « mondialisation » n'a pas inondé la presse que déjà son prophète allemand songe à instaurer un « *ordre international libéral*[9] ». Son rêve se concrétisera par étapes. La première est franchie avec la signature du traité de Rome en 1957.

L'avènement du IVe Reich

Quarante ans avant le mouvement de lutte de novembre-décembre 1995, les conséquences de la machinerie européenne sautaient aux yeux. Après guerre, les salariés des différents pays occidentaux avaient arraché des droits ; au nom de la « concurrence libre et non faussée », ils devront s'aligner sur les moins bien lotis. Jean Duret, le directeur du Centre d'études économiques de la CGT, détaille le processus en 1956 : « *On invoquera les dures lois de la compétition internationale pour démontrer qu'un niveau d'emploi élevé ne pourra être assuré que si les travailleurs se montrent "raisonnables".* » Le syndicaliste entrevoit les vertes prairies qui attendent d'être broutées par les patrons : « *Les capitaux auront tendance à déserter les régions et les pays où la classe ouvrière fera preuve de combativité, où les salaires seront relativement élevés, où certaines lois sociales seront susceptibles de gêner une exploitation trop éhontée*[10]. » Un demi-siècle plus tard, les avaleurs de sabres du PPA imputeront les délocalisations au « contexte économique mondial », aux « rigidités françaises », à la fourberie chinoise ou à l'attractivité de l'Inde, jamais à la construction européenne. Quiconque osera mettre en doute les bontés de « *l'Europe, ce rêve que l'on cherche à faire vivre*[11] », sera déclaré complice de Pol Pot ou des nazis.

Dans les années 1950, cependant, on trouve encore des sociaux-démocrates « arc-boutés » sur la défense des droits salariaux. Pierre Mendès France, qui rêvait pourtant de faire souffler le grand vent de la concurrence sur les « immobilismes » français, s'inquiète des dégâts prévisibles que causera le marché dans le monde du travail. À ses yeux, la seule manière « *correcte et logique* » de concilier l'idée européenne avec le refus de la capitulation consiste à exiger « *l'égalisation des charges et la généralisation rapide des avantages sociaux à l'intérieur de tous les pays du Marché commun*[12] ». Lorsqu'il préconise une péréquation des salaires à l'échelle communautaire, nul ne le traite de populiste ou d'illuminé.

Abdication libre et non faussée

Aujourd'hui, les eurobéats détestent qu'on leur rappelle la position défendue à cette époque par le Quai d'Orsay : l'harmonisation des législations sociales (sur la durée hebdomadaire du travail, des congés payés…) doit être *un préalable* au marché commun, et non une vague promesse brandie comme une carotte. Les notables de la IVe République allaient jusqu'à envisager l'adoption d'une norme européenne de sécurité sociale au niveau de protection le plus élevé !

De quoi horripiler les « partenaires » européens. « *La liste des revendications et réserves françaises était interminable*, commente avec dédain Robert Marjolin. *La négociation du traité de Rome consistera à en faire tomber le plus grand nombre possible, en n'acceptant que les demandes conformes à l'esprit du Marché commun.* » Le patronat allemand, en particulier, se cabre devant toute idée d'harmonisation sociale. Maurice Faure, le secrétaire d'État chargé des Affaires étrangères (un membre du comité Monnet), rapporte le refus formel opposé par Erhard : « *En ce qui concerne l'harmonisation des charges sociales, le ministre allemand ne cache pas qu'il juge néfaste la législation française, et que le marché commun ne saurait avoir pour conséquence d'en étendre l'application à l'Allemagne*[13]. » Le ministre y voit même un « *romantisme social* » à caractère « *excessivement dangereux* ».

La méthode européenne :



La perspective d'une harmonisation « par le haut » sera vite sacrifiée aux archiprêtres de la concurrence. Au cours des décennies suivantes, l'« Europe sociale » ne cessera de se racornir, comme une citrouille oubliée dans un bac à légumes. Pour Jean Duret, les dirigeants français ont baissé les bras parce que « *le tête-à-tête avec les masses françaises dans le cadre national les effraie. Le mouvement communiste est trop puissant…* » Il le sera de moins en moins. De son côté, le patronat s'avise finalement que la « *modernisation* » lui ouvre des horizons alléchants. Alors que le projet de traité est débattu à l'Assemblée en janvier 1957, le syndicat des patrons de l'industrie explique, par la voix du Jacques Marseille de l'époque, que « *la concurrence internationale directe est la seule chance qui reste de freiner une démagogie fiscale et sociale mortelle (augmentation des charges et des salaires) pour le pays*[14] ».

Le traité instituant la Communauté économique européenne (CEE) est signé à Rome le 25 mars 1957 par des « représentants » de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas. Cette fois, « *la loyauté dans la concurrence* » et « *la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux* » figurent en préambule du texte. Lequel est entériné quatre mois plus tard par les parlementaires français (342 voix contre 239), dans un contexte de crise du régime. Dès 1958, le « plan Pinay-Rueff » impose les premières mesures libérales pour adapter l'économie française aux exigences du marché commun. C'est le début de la « *réforme par l'Europe*[15] ». Ce choix va contraindre l'État à baisser la voilure en matière économique et sociale. On connaît la suite. Le 18 janvier 1957, à la tribune de l'Assemblée nationale, Mendès France avait prévenu : « *L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes. Soit le recours à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit la délégation de ces pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique. Car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement "une politique", au sens le plus large du mot, nationale et internationale.* »

Quarante ans plus tard, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Delors donneront une définition plus succincte de cette « abdication ». S'il fallait résumer l'Europe en un mot, ce serait « *art de vivre* » pour l'un et « *solidarité* » pour l'autre (*Le Nouvel Observateur*, 31.12.98). Ces deux notions seront effectivement au cœur d'une autre décision, prise en décembre 2007 par la Cour de justice européenne : l'action collective des syndicats devra s'exercer dorénavant sous de « *strictes conditions* », tenant compte notamment du droit des employeurs à s'établir où bon leur semble (*Financial Times*, 12.12.07). Y compris dans le crâne des médias qui mentent, mais la place était déjà prise.

9 Voir Ludwig Erhard, *La Prospérité pour tous*, Paris, Plon, 1959, p. 147. Le livre est préfacé par l'un des papes du néolibéralisme, Jacques Rueff.

10 Jean Duret, « Que signifie le Marché commun dans une Europe capitaliste ? », *Cahiers internationaux*, n° 78, juillet 1956, p. 19-30.

11 L'expression a été marmonnée par Laurent Joffrin lors d'un colloque du Sénat à la gloire de Jacques Delors (« Notre Europe demain », 18.11.06).

12 Discours à l'Assemblée nationale, 18 janvier 1957, publié dans le *Journal officiel de la République française*, 19 janvier 1957, n° 3, p. 159-166.

13 Compte rendu d'une rencontre entre Maurice Faure et Ludwig Erhard à l'hôtel de ville de Berlin le 16 septembre 1956 ; archive consultable sur le site http://www.traitederome.fr/

14 Il s'agit de G. Leroux, président de la Fédération des groupements et syndicats des industriels, commerçants et artisans (Fica). Cité par Marine Moguen-Toursel, *L'Ouverture des frontières européennes dans les années 50. Fruit d'une concertation avec les industriels ?*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2002, p. 249.

15 Lire François Denord, *Néolibéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Demopolis, 2007, chap. VI.

Quand Oui-Oui s'appelait « Yes Yes »

Au printemps 1975, le PPA anglais s'empare du référendum sur le maintien du Royaume Uni dans le Marché commun. Les musicologues du *Plan B* ont détaillé la partition de la fanfare oui-ouiste de l'époque. Conclusion : elle a été rejouée à l'identique en 2005.

En 1962, le Parti travailliste n'avait pas encore été mastiqué par les dents blanches de Tony Blair. « *Il n'y a aucun doute sur les objectifs du Marché commun*, analysaient ses militants. *C'est une tentative des organisations capitalistes [...] pour perpétuer l'exploitation à l'échelle européenne*[1]. »
Onze ans plus tard, le gouvernement conservateur d'Edward Heath impose à une opinion publique massivement défavorable l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne (CEE). Pompidou le récompense d'une caisse de grand bordeaux. En réponse à ce coup de force, les travaillistes s'engagent, à la veille des élections de 1974 (qu'ils remporteront), à renégocier le maintien dans la CEE[2] et à organiser un référendum sur le sujet. Nommé en février 1974, le gouvernement d'Harold Wilson en fixe la date au 5 juin 1975.

Des conciliabules s'engagent avec les partenaires européens, qui acceptent de lâcher quelques miettes afin de contrecarrer les « eurosceptiques ». En août 1974, un sondage Gallup indiquait que 31 % seulement des personnes interrogées étaient favorables au maintien de leur pays dans le Marché commun.

En dépit de la maigreur des concessions obtenues, Wilson choisit de défendre le maintien de la Grande-Bretagne dans la CEE. Les militants travaillistes ne l'entendent pas de cette oreille. Au cours de leur congrès d'avril 1975, ils réaffirment par une écrasante majorité (deux voix contre une) leur volonté de quitter l'Europe. Le PPA anglais va donc orchestrer un « débat démocratique » comme il les affectionne : d'un côté, la baleine pépéique des leaders de tous les grands partis soutenus par la presse dominante et les milieux d'affaires ; de l'autre, quelques sardines sardones.



Caviar pour le « oui »

Les partisans du « oui » se regroupent autour de *Britain in Europe*, une organisation présidée bras dessus bras dessous par le travailliste Roy Jenkins et le conservateur Edward Heath. Son vaisseau amiral est un immeuble cossu d'Old Park. Le trésorier du lobby, l'homme d'affaires Alistair McAlpine, gardera un souvenir ému de leur cantine, établie au Dorchester Hotel, un palace voisin : « *Les petits déjeuners étaient délicieux. Rognons, saucisses, bacon, œufs brouillés, harengs fumés... En plus, il n'y avait pas de serveurs dans la salle, alors personne ne nous entendait comploter. On ne s'est pas gênés.* » Aucun problème pour régler l'addition : « *Dès que la campagne a commencé*, raconte McAlpine, *l'argent a commencé à affluer. Les banques et les grandes industries ont injecté de très grosses sommes.*[3] » Une juteuse opération de ratissage menée – entre autres – auprès de Shell, d'Imperial Chemical Industries, de Marks & Spencer, sans oublier la Commission européenne. Quant à la contribution du gouvernement (125 000 livres sterling), elle ne représentera que 8 % des ressources déclarées qui abreuvent l'organisation[4].

Lentilles pour le « non »

Le camp du « non » est au régime. Sous l'égide du *National Referendum Campaign* (NRC), il ne dispose que de deux bureaux et d'un maigre budget financé à 94 % par l'État. « *Nous devions nous débrouiller avec des bouts de ficelle, rien à voir avec l'opération Rolls Royce de l'autre camp* », dira l'un de ses animateurs. NRC rassemble surtout des militants de gauche (les « durs » du Parti travailliste, des syndicats, des associations) mais tolère aussi, par nécessité, quelques figures du parti conservateur et de la droite nationaliste, avec lesquels les « rouges » évitent de se compromettre en public.
Un improbable attelage, exploité par des oui-ouistes soucieux de faire oublier leurs propres accointances. « *L'idée centrale de notre campagne*, avouera lord McAlpine, *était de dépeindre les anti-marché comme des individus instables et dangereux qui nous conduiraient dans l'impasse. Notre boulot, c'était de prouver non pas que le maintien dans la CEE était raisonnable, mais que ceux qui proposaient d'en sortir étaient cinglés ou quasi-marxistes.* »

La douce Margaret Thatcher enfourchera cette rhétorique de la peur, à la Chambre des communes, le 8 avril 1975 : « *Si nous voulons donner à nos enfants un maximum de paix et de sécurité dans un monde incertain, ce que nous avons de mieux à faire est de rester dans le Marché commun* ». Et de menacer : « *Si nous nous retirons maintenant, ce sera un saut dans le vide.* » Creusant cette vision d'épouvante, un dessin du *Daily Mail* (20.5.75) est ainsi légendé : « *Jour ordinaire dans la vie de la Grande-Bretagne assiégée. Plus de café, de vin, de haricots et de bananes jusqu'à nouvel ordre.* »

Hormis la BBC, qui promet l'égalité du temps de parole entre les deux camps – une extravagance, comparée au discours de parti unique déversé trente ans plus tard sur les ondes françaises –, la déferlante d'eurobéatitude emporte le reste des médias. À l'exception du journal communiste *The Morning Star*, tous les quotidiens nationaux battent tambour pour le « oui », accompagnés des hennissements (non comptabilisés) d'artistes, de sportifs et autres vedettes de télévision. Si les journaux à gros seins se font discrets – *The Sun* ne publie rien sur le sujet avant les derniers jours de la campagne –, c'est parce qu'ils jugent le principe même du référendum exagérément démocratique.

Pluralisme à opinion unique

Le comptage de la totalité des articles publiés par les quotidiens nationaux dans les quatre semaines ayant précédé le référendum atteste des scrupules journalistiques : *The Daily Mirror* (quotidien le plus diffusé) a consacré quatre à cinq fois plus d'espace aux partisans du Marché commun qu'à ses adversaires (69 % pour le « oui », contre 15 % pour le « non », le reste étant classé « neutre ») ; *The Daily Mail*, trois à quatre fois plus (61 %, contre 17 %) ; *The Daily Telegraph*, trois fois plus (55 %, contre 19 %) ; *The Times*, presque deux fois plus (42 %, contre 25 %), etc.
« *Tous les responsables des partis, les puissances de l'argent et les propriétaires de journaux étaient déterminés à obtenir un vote "oui" à n'importe quel prix et à détruire quiconque soutenait une vue contraire* », se souvient Tony Benn, l'une des grandes figures de la gauche anglaise de cette époque. Au terme de cette orgie de pluralisme, le résultat du référendum – donné perdant six mois plus tôt – ne surprend personne : le « oui » écrase le « non » par 67,2 % contre 32,8 % (avec une abstention à 35,5 %). Très vite, les Britanniques vont déchanter, et la construction européenne redevenir impopulaire. À tel point que, trente ans plus tard, le gouvernement travailliste de Gordon Brown jugera plus sage de faire adopter le traité de Lisbonne par la voie parlementaire. La démocratie se déguste avec modération.

Bruxelles fait goûter ses euros

Bruxelles en est convaincu : si les Français et les Néerlandais ont fessé les oui-ouistes en 2005, c'est parce que les médias n'ont pas relayé avec assez d'ardeur l'œuvre bienfaitrice de l'Union européenne. Quelques mois après le référendum, la Commission décidait de redonner du cœur à l'ouvrage au PPA en faisant voter par le Parlement un programme destiné à soudoyer les journalistes, notamment par des billets d'avion gratuits pour Strasbourg et un pourboire de 100 euros par jour (*Herald Tribune*, 3.4.06). « *C'est parfaitement normal, tout organisme public souhaite que les citoyens soient informés de ses activités* », a plaidé Mikolaj Dowgielewicz, le porte-parole de la Commissaire à la communication, Margot Wallström, elle-même ex-présidente d'une chaîne de télévision suédoise. Interrogé par le *Herald Tribune* (5.4.06), Yves Thiran, le chef de l'information de la chaîne belge RTBF, a reconnu que ces pots-de-vin étaient fort appréciés de ses journalistes, mais que c'était « *une pratique habituelle en Europe et dans le monde entier* ». La presse française n'a pas évoqué cette information. Pourtant elle adore les euros.



1 Cité par Anthony King, *Britain Says Yes*, Washington, American Enterprise Institute, 1977, p. 37.

2 *Ibid.* ; p. 45. Adoptée par le congrès annuel de 1972, une motion du Parti travailliste envisageait la sortie du Marché commun et listait les droits à défendre contre la CEE : extension du secteur public, contrôle des mouvements de capitaux, préservation du pouvoir du Parlement sur la législation fiscale, etc.

3 Michael Cockerell, « How we were talked into joining Europe », *The Independent*, 4 juin 2005. Tous les témoignages des acteurs cités ici sont tirés de cet excellent article.

4 Voir David Butler et Uwe Kitzinger, *The 1975 Referendum*, Londres, MacMillan Press, 1976.

L'industrie bancaire expliquée aux cadres

Le sans-faute de la Société générale

L'affaire du « trader fou » a ahuri la presse économique, qui voit s'écrouler le mythe qu'elle avait elle-même bâti : celui d'une banque infaillible et d'un PDG de génie, le golfeur Daniel Bouton.

Lorsque, le 24 janvier dernier, la Société générale annonce qu'elle a été victime d'une fraude monumentale, la presse économique est bouche bée. *« Tout cela* [...] *paraît totalement incroyable »,* bredouillent *Les Échos* (25.1.08). Pendant plusieurs jours, le journal de Bernard Arnault n'évoquera la *« fraude »* qu'entre des guillemets hygiéniques, comme on enfile une paire de gants pour ramasser un rat crevé. La stupeur frappe aussi ses concurrents. Tandis que *La Tribune* secoue la tête devant les *« mystères d'une fraude à 5 milliards », Le Journal des finances* devient presque méchant : *« Personne ne croit aux explications des dirigeants. »* Après un week-end de gamberge douloureuse, le doute subsiste à la rédaction des *Échos,* où l'évaporation des 5 milliards *« suscite incrédulité et scepticisme ». « On a même du mal à y croire »,* ressasse le quotidien (28.1.08). Même stupéfaction dans la presse Internet : *« La version officielle du PDG de la banque sur son trader isolé* [...] *ne résiste pas à l'analyse des faits »,* gronde Jean Montaldo sur Bakchich.info.



Puis, progressivement, à partir du 29 janvier, la journaille des boursicoteurs se rend à l'évidence : la Société générale a bel et bien été *« abusée par un petit trader sans envergure »,* comme l'assurent maintenant *Les Échos.* Il aura fallu cinq jours au *« journal de référence de l'économie française »* pour avaler la couleuvre. Le CAC 40 s'étonne : c'est bien la première fois que son porte-micro fait autant de manières.

« La Superba »

Crise de confiance ? Vent de mutinerie contre les orgies du pouvoir bancaire ? En fait, le désarroi de la presse du CAC 40 n'est que l'expression d'un dépit amoureux. Depuis des années, les journalistes des *Échos* se pâmaient devant une Société générale présentée comme la plus belle des banques françaises. En 2003, ils lui adressaient un bouquet de roses griffé d'un haïku : *« La banque, avec ses derniers résultats, pourrait revendiquer le surnom de "La Superba". »* En 2005, ils encensaient *« un mythe français » :* la Société générale a *« affiché au premier trimestre des revenus et des profits colossaux* [...] *à faire pâlir d'envie les "bulge brackets" américaines »* (16.6.05). En 2007, dans son blog des *Échos,* Erik Izraelewicz lui gratouillait la voûte plantaire : *« L'an dernier encore, la Générale figurait parmi les banques les plus rentables du monde »,* arrivant en deuxième position – après France Télécom – au classement du *« meilleur rendement lié au dividende »* (21.2.07).

L'union fait la force. Le 7 juin 2007, le quotidien et la « Superba » s'associent pour décerner à un de leurs chouchous le prix « Risques-Les Échos », qui *« récompense un travail sur l'intelligence et la compréhension du risque ».* C'est le PDG de la banque en personne, Daniel Bouton, qui remet le trophée du journal à un économiste *« de renommée planétaire »,* Jean Tirole. Proclamé champion toutes catégories de la lutte contre les fraudes, c'est encore Bouton qui, la même année, préside au lancement officiel de la Fondation du risque à l'université Paris Dauphine.

Les journalistes d'affaires idolâtrent le banquier le mieux payé de France (10,8 millions d'euros de revenus en 2006). Quelques jours avant sa nomination à la tête de la Générale, *Les Échos* titraient : « Daniel Bouton, le parcours sans faute d'un dauphin ». Le 31 octobre 1997, jour de son intronisation, ils se prosternent encore : *« La Société Générale met la main sur un des poulains les plus brillants de la haute fonction publique. »*

Superbouton

C'est le début d'une longue lune de miel. En 2002, le quotidien chante *« le parcours en tous points exemplaire »* de l'énarque patron, qui a commencé sa carrière comme conseiller du ministre Maurice Papon. Pour ne pas lasser le lecteur, les journalistes des *Échos* varient les angles de lèche. Le 18 mars 2007, ils recueillent les confessions d'un Bouton golfeur : *« Je joue tôt le matin, à Chantilly, et quand la brume commence à se lever, c'est splendide. »* Les clients captifs de la Société générale, rackettés à coups d'agios, de crédits revolving et de frais de dossier, découvrent avec tristesse que l'emploi du temps de leur bienfaiteur ne lui permet pas d'assouvir pleinement sa passion. Cet *« homme de volonté »* doit parfois sacrifier ses samedis pour tâter du swing, lequel lui *« rappelle l'esprit du biathlon, où on alterne effort et concentration ». « Quand je joue,* ajoute-t-il, *j'ai le souci de gagner, et encore plus lorsque la situation est désespérée. Il ne faut jamais rien lâcher, car il y a des retournements très spectaculaires. »*

Le culte rendu à Bouton rejaillit sur ses boutonneux. Le « brillant poulain » est *« capable d'attirer et retenir les meilleurs élèves des grandes écoles mathématiques françaises (X, Centrale, Mines, Ensae...) »,* vagissent *Les Échos,* dont on comprend la perplexité lorsque l'affaire éclate : comment *« un trader moyen »* a-t-il pu *« déjouer les pronostics des meilleurs mathématiciens français »* (11.2.08) ?
Une fois digéré le « retournement très spectaculaire » des 5 milliards carbonisés, *Les Échos* peinent encore à faire leur deuil. Le 11 février, ils titrent avec mélancolie : « Retour sur un parcours mythique... jusqu'à l'affaire Jérôme Kerviel. » Quoi de plus déchirant que de voir s'effondrer un mythe que l'on a bâti à la force du poignet et qui fait tant plaisir aux petits enfants ? Coïncidence cruelle : le week-end du séisme, un institut de sondage indiquait en effet que la Société générale était *« la banque préférée des jeunes diplômés des écoles de commerce ».*

À la bonne franquette pour le Crédit agricole

Trois mois avant l'étourderie de la Société générale, un autre lâcher d'euros intempestif ébranlait une filiale du Crédit agricole, Calyon (ex-Indosuez). En septembre 2007, cette banque d'investissements annonce une perte de 250 millions d'euros imputée à *« l'initiative malheureuse »* d'un de ses courtiers de Wall Street. Comparée aux 5 milliards de Daniel Bouton, la performance déçoit. Elle est néanmoins instructive : tout comme la Société générale, Calyon n'a tenu aucun compte des mises en garde lancées par ses services de « contrôle ».
Son incurie a d'ailleurs provoqué quelques remontées de bile dans les têtes de la finance, qui n'apprécient guère qu'on chahute la « confiance » du client. Autre implication amusante : avec sa gamelle spéculative de Wall Street, le Crédit agricole ruine définitivement sa notoriété de banque rurale pour acheteur de moissonneuses-batteuses. *Les Échos* tenaient donc là un bon sujet à exploiter. Or, au lendemain du sinistre, le premier quotidien économique de France expédie l'information en page 31, sous un titre plat comme un jour sans Bourse : « Calyon enregistre une perte de 250 millions d'euros sur les marchés » (19.9.07). Le suivi se limite à une poignée d'articles courts dont aucun n'est annoncé en Une. Quelques semaines plus tard, *Les Échos* tombent des nues lorsque la Société générale révèle les défaillances de sa martingale. Abasourdis, *Les Échos* mettront l'affaire en première page pendant plus d'une semaine. Comme dit leur directeur de la rédaction, Erik Izraelewicz (racheté depuis par *La Tribune*), qui énumérait en septembre 2006 les caractéristiques d'un bon journal économique : ***« Fiabilité, qualité, indépendance de l'information. »***



La lutte est acharnée mais *Le Plan B* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

L'installation de **Denis Olivennes** au poste de PDG du *Nouvel Observateur* n'a pas étonné les spécialistes : réputés pour leur fatuité, les dirigeants de l'hebdomadaire, Claude Perdriel et Jean Daniel, ont détecté chez l'ex-PDG de la Fnac (groupe Pinault) une agilité de la langue hors du commun. Embauché en 2001 comme directeur général de Vivendi, Olivennes avait aussitôt caressé Jean-Marie Messier : *« La fidélité au long cours. La fidélité reçue et la fidélité donnée. Messier est de cette trempe-là. »* Puis il qualifia Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, de *« drôle, intelligent, différent, généreux »*. Lors de son entretien d'embauche, Olivennes, 46 ans, aurait loué la *« jeunesse d'esprit »* de Jean Daniel, 87 ans.

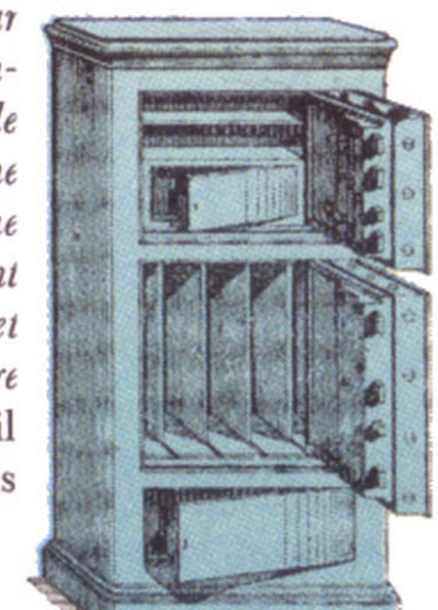
Mais Denis-la-lèche est aussi un érudit. À l'université d'été 2007 du Medef, Philippe Val frémissait d'admiration pour ce *« patron cultivé »* passé de l'agrégation de lettres à l'élevage de livres en batterie. Sa ligne politique témoigne de son goût pour les belles choses : Olivennes a d'abord essoré son acné juvénile à la LCR avant d'entrer à l'ENA et de s'engouffrer successivement au Parti socialiste, à Matignon, dans la cour de Fabius, à la Fondation Saint-Simon, à l'association des Amis de Ségolène Royal et chez les Gracques, le club échangiste des socialo-bayrouistes. Avec Alain Minc, Denis le millionnaire peste contre le niveau scandaleusement élevé des petits salaires, qui dissuade l'embauche et entretient la *« préférence française pour le chômage »*. Encouragé par son comparse Nicolas Demorand, il milite pour que les caissières de la Fnac travaillent aussi le dimanche car, explique-t-il, *« la marchandisation a permis la démocratisation de la culture »*.

S'il subjugue la gauche lettrée qui aime les euros, le mercantilisme névrotique d'Olivennes lui joue parfois des tours en public. À un auditeur de France Inter qui reprochait au *Nouvel Observateur* d'être un catalogue de réclames pour 4x4, il réplique sèchement : *« Les pubs pour le 4x4 sont une très bonne chose si elles permettent à Mona Ozouf* [supportrice de Marie-Antoinette à l'*« Obs »*] *de s'exprimer. »* Même *Stratégies*, l'hebdomadaire des publicitaires, s'en amuse : *« Sa "vision consumériste" de la culture lui a parfois été reprochée. Paradoxalement, c'est sans doute ce qui en faisait le meilleur candidat pour* Le Nouvel Observateur. *»* Denis, rassure-toi : l'éclat de ta laisse va illuminer ton journal blafard !



Les minorités riches

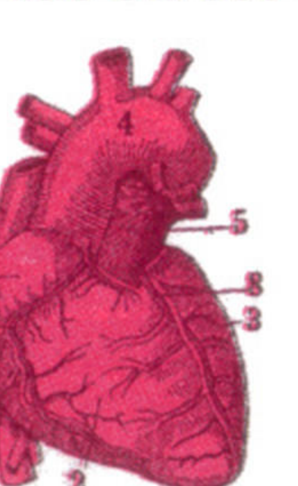
Trop souvent pris pour un journal marxiste, *Le Monde* (28.2.08) rompt avec cette image de plomb en expliquant dans une chronique aussi légère qu'une sonate de Mozart : *« Les paradis fiscaux ont des raisons d'être. Quand l'État devient vraiment oppressif, ceux-ci constituent une protection essentielle pour l'épargne. Compte tenu des performances lamentables des gouvernements, de tels comptes* [en Suisse] *constituent une liberté majeure pour les citoyens. Même des démocraties peuvent devenir tellement étouffantes pour les minorités riches et méprisées qu'un compte bancaire offshore devient nécessaire. » Le Monde* sera-t-il partenaire du Mouvement pour les droits des riches (MDR) ?



Connivence, mode d'emploi

Prenez, dans le numéro de mars 2008 d'*Alternatives économiques*, l'article de quatre pages signé par Thierry Pech, secrétaire général de La République des idées et bras droit de Pierre Rosanvallon. Notez l'indication du magazine : *« Ce texte a fait l'objet d'une première publication, sous une forme plus développée, en ligne sur www.laviedesidees.fr »* Reportez-vous à la rubrique « Le livre du mois » de ce même numéro. Vous y découvrez *Trois leçons sur l'État providence*, un ouvrage édité par La République des idées, Thierry Pech et Pierre Rosanvallon. Vous n'avez pas tout retenu ? Allumez France Info : « Le livre du mois » d'*Alernatives économiques* est réalisée en partenariat avec cette radio de… services privés.

Plus on est de Fouks…



Ancien directeur de cabinet de Michel Rocard, puis architecte de la campagne présidentielle de Lionel Jospin en 2002, le publicitaire Stéphane Fouks, PDG d'Euro RSCG, a confié au *Nouvel Économiste* (28.2.08) sa vision de l'humanisme socialiste : *« Notre périmètre a doublé, et nous avons doublé la marge brute en même temps que je réduisais le nombre d'hommes.* […] *Tous les gens qui n'allaient pas chez le client, on les a virés.* […] *Au Brésil, on a mis un peu de temps pour virer les gens et reprendre le contrôle de nos opérations et on l'a payé cher. La stratégie molle est rarement productive. »* L'expérience Jospin a porté des leçons inattendues…

Barbier constipé

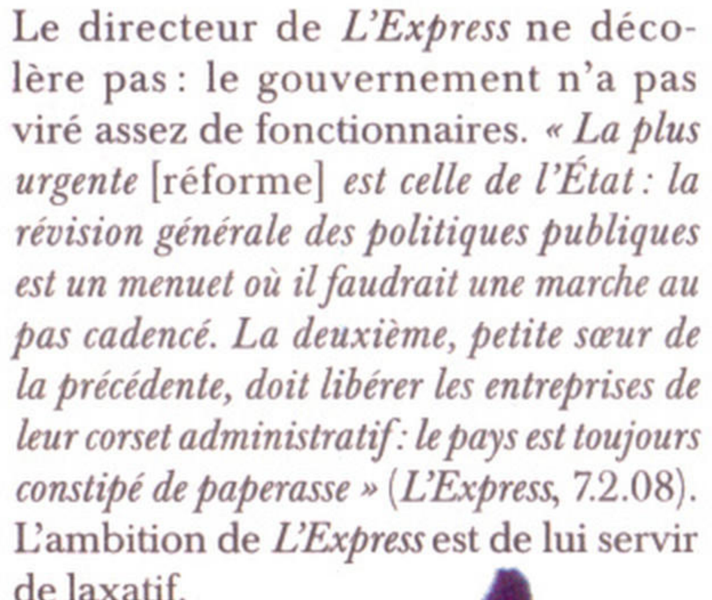
Le directeur de *L'Express* ne décolère pas : le gouvernement n'a pas viré assez de fonctionnaires. *« La plus urgente* [réforme] *est celle de l'État : la révision générale des politiques publiques est un menuet où il faudrait une marche au pas cadencé. La deuxième, petite sœur de la précédente, doit libérer les entreprises de leur corset administratif : le pays est toujours constipé de paperasse »* (*L'Express*, 7.2.08). L'ambition de *L'Express* est de lui servir de laxatif.



Le Point levé

Entre un dossier sur les privilèges des fonctionnaires et une couverture sur « Les tricheurs du chômage », les journalistes du *Point* ont trouvé le temps de faire grève, le 5 février dernier, contre les augmentations de salaires individualisées (bakchich.info, 8.2.08). *Le Plan B* recommande à Pinault (propriétaire de l'hebdomadaire) la plus grande fermeté contre quelques tire-au-flanc comme Claude Imbert, Jacques Marseille, BHL et Nicolas Baverez, qui réclament « toujours plus » des autres mais refusent, eux, les « sacrifices nécessaires ».

Le club des laisses d'or



À l'occasion du deuxième anniversaire du *Plan B* (célébré le 10 mars), la plupart de nos mascottes se sont réunies pour nous offrir un joli cadeau : le lancement aux éditions du Seuil d'une collection d'ouvrages sur les médias. « Mediathèque », c'est son nom, est codirigée par un trio de rêve : Nicolas Demorand, animateur hennissant de la tranche matinale de France Inter ; Olivier Duhamel, éleveur de larves à Sciences Po, militant fanatisé du « oui » au référendum du 29 mai 2005, chroniqueur sur France Culture et LCI ; enfin, Géraldine Muhlmann, pigiste ségoléniste à RTL et à LCI. Les premiers auteurs édités par ce trio ont comblé de joie *Le Plan B* : Michel Field et Edwy Plenel… Ne manque plus à notre bonheur qu'un opuscule de notre sympathique jouet barbichu. Patience ! Un livre de Laurent Joffrin sur « la critique de la critique des médias » est annoncé pour la rentrée.

Le désir de Dati



Interviewée dans *Les Échos* (20.2.08), Rachida Dati explique : *« Je n'ai qu'un objectif : que le droit facilite le développement de nos entreprises. »* C'est la définition même de la Justice.



Les grandes enquêtes de Plenel

Le 21 mars 2008, le site mediapart.fr lance l'une des grandes enquêtes qui font la fierté du journalisme français : « À la recherche des vingt-deux du 22 mars 1968 » : *« Prenez une photographie d'un moment clef de l'avant-Mai 68 : l'occupation de la salle du conseil de l'université de Nanterre, le soir du 22 mars. Que sont tous ces visages devenus ? Mediapart s'est mis en quête de ces pionniers d'il y a quarante ans. Parviendrons-nous, avec votre aide, à tous les identifier pour connaître leur cheminement ? »* Une quête haletante.

Le 24 mars, le site annonce qu'un premier pas a été franchi : *« Parviendrons-nous à retrouver les vingt-deux témoins photographiés par Gérard-Aimé le 22 mars 1968, lors de l'occupation de la salle du conseil de l'université de Nanterre ? La chasse à l'homme patrimoniale continue. Après un premier témoin, Yves Fleischl, voici Danièle Schulmann qui nous parle, quarante après, de ce moment décisif et de ses suites. »*

« Chasse à l'homme » ? On imagine les efforts insensés déployés par Plenel et ses fins limiers pour débusquer les vingt-deux du 22 mars. Une enquête d'autant plus difficile que, le 26 mars, le site annonce : *« Quatrième personne figurant sur la photographie du 22 mars à témoigner : la sociologue Nicole Lapierre, qui présidait aux destinées du ciné-club de l'université de Nanterre… »*

Nicole Lapierre est aussi… la compagne de Plenel ! Comme dans le jeu truqué de M6 « Pékin express » – et, du reste, comme d'habitude –, l'enquête de Plenel était truquée. Le couple Edwy-Nicole connaît personnellement la plupart des vingt-deux de mars 1968. Pour débusquer la quatrième personne, Edwy n'a eu qu'à fouiller son appartement.

Jouons avec Laurent Joffrin

Avec son air imbécile et ses reparties bredouillantes aux « Grosses têtes », Philippe Castelli (1926-2006) s'inspirait de Laurent Joffrin : le directeur de *Libération* joue avec naturel un rôle que le comédien avait mis énormément de temps à composer. Ainsi, dans *Marianne* (23.2.08), Joffrin découvre l'existence d'un problème que nul, jusqu'alors, n'avait eu le génie de soulever. *« Nicolas Sarkozy*, écrit notre Newton barbichu, *a tissé avec les propriétaires des principaux groupes de presse des rapports si étroits qu'ils finissent par poser problème. »* De quoi peut-il bien s'agir ? *« Dans le cercle des proches,* poursuit Sherlock Holmes, *on trouve en effet Martin Bouygues, propriétaire de TF1 et autres dépendances ; Arnaud Lagardère, patron du principal pôle de magazines en France et actionnaire piaffant au* Monde, *quotidien de référence ; Bernard Arnault, désormais propriétaire du principal quotidien économique,* Les Échos *; Albert Frère, éminence financière de RTL et de M6 ; Vincent Bolloré, magnat en éclosion, prince du gratuit et acteur décisif du monde publicitaire. À distance plus grande, Serge Dassault… »*

Ce constat coïncidant un peu trop avec celui effectué depuis plus de quinze ans par *Le Monde diplomatique, PLPL, Le Plan B* et son étincelante vitrine universitaire, Acrimed, Joffrin prend toutefois soin de conclure : *« La censure du capital ne peut empêcher la critique de s'exprimer. »* Un directeur de journal pourrait donc librement critiquer son propriétaire. Illustrons cette « thèse » barbichue par un petit jeu : dans sa tribune de *Marianne*, Joffrin a « oublié » de citer le nom de l'un des riches amis de Sarkozy propriétaire de médias. Sauras-tu le découvrir ?

Il s'agit d'Édouard de Rothschild, propriétaire de *Libération*, dont Joffrin est PDG.

Pouvoir du propriétaire : *Le Figaro* célèbre Dassault

Un article du *Figaro économie* (22.2.08), quotidien qui appartient à Serge Dassault, est consacré au bilan 2007 du groupe Dassault Aviation (« Une année record marquée par 212 commandes de jets Falcon – du jamais-vu dans l'histoire de Dassault Aviation »). Un encadré précise : *« Edelstenne répond aux critiques de la DGA. Attaqué par la Direction générale de l'armement (DGA) sur les prix, les délais et le coût de la mise en condition opérationnelle (MCO) des avions de combat Rafale, Charles Edelstenne, PDG de Dassault Aviation, a tout réfuté. "Le budget initial est tenu car nous avons baissé nos coûts, nous n'avons jamais été en retard, et la MCO n'est pas trois à quatre fois plus chère que celle du Mirage 2000 mais 15 % seulement", a-t-il martelé. L'Eurofighter, le chasseur concurrent d'EADS, aurait "coûté 50 à 60 % plus cher à la France". »* Une « information » comme celle-ci, puisée aux meilleures sources, a dû requérir les talents (critiques) de tous les Rouletabille du *Figaro*.



L'amour, toujours

Philippe Sollers avait soutenu le plan Juppé de démolition de la Sécurité sociale de l'hiver 1995. Treize ans plus tard, selon *Le Figaro* (20.2.08), *« l'écrivain bordelais Philippe Sollers n'a pas hésité à apporter son soutien à Juppé »*, réélu maire de Bordeaux en mars dernier.

MAI 68 ·le catalogue·

Déjà disponible:

ALBUMS DE COLORIAGE, DVD, JEUX, HOUSSES DE COUETTES... LES FOURNITURES DE MAI 68© ENVAHISSENT LES TÊTES DE GONDOLES. SOUCIEUX DE CONTRIBUER À CETTE CAMPAGNE DE RELANCE DE LA CONSOMMATION, *LE PLAN B* VOUS PROPOSE UNE SÉLECTION DE PRODUITS ÉQUITABLES, FESTIFS ET MÉTISSÉS, QUI RENDENT AU MOUVEMENT ÉTUDIANT SA VOCATION HISTORIQUE.



LIVRES SUR 68

Plus d'une centaine d'ouvrages dédiés à Mai 68© ont fleuri à ce jour sur les étals des grandes surfaces. Avec nostalgie et tendresse, les témoins de cette époque nous font revivre l'insouciance coquine qui régnait dans les dortoirs de Nanterre, l'éveil des étudiants à l'anticommunisme et l'admirable sang-froid des unités de CRS.

· ref 68-ag00 ·







LES PHOTOS ET LES AFFICHES DE 68

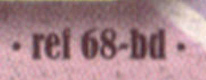
Posters, cartes postales, calendriers : on trouve de tout aux ateliers populaires.

· ref 68-pho01 ·

LES BÉDÉS

La révolte fait des bulles ! À leur tour, les petits Mickeys portent l'imagination au pouvoir.

· ref 68-bd ·



LES FILMS

Films de ou sur 68.

· ref 68-fil ·



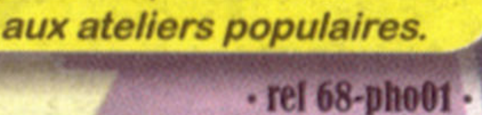

LE JEU DE SOCIÉTÉ

Cohn-Bendit en a rêvé, la société Rexton l'a fait : « Mai 68©, le jeu », recommandé dès l'âge de 9 ans. Selon 2xmoinscher.com, le site qui révolutionne le pouvoir d'achat, c'est « un grand classique des jeux de société, assez proche dans son principe des jeux de guerre. Mais ici, il s'agit plutôt d'un jeu de révolution ! Le plan de jeu représente le quartier latin avec ses édifices et ses principales rues. [...] Le but du joueur manifestant est de dépaver vingt rues avant la fin du huitième jour. Il est récompensé par la découverte d'un slogan sous les pavés. Le but du méchant CRS est de l'en empêcher... À jouer avec ses amis ou en famille. »

· ref 68-jeu ·






· ref 68-des ·

LES DESSINS DE PRESSE

Recueils de dessins de presse parus en 68



L'AGENDA 68

Agenda 2008

· ref 68-ag ·



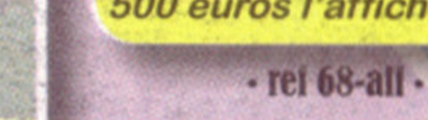
LES DISQUES

· ref 68-fil ·

UNE AFFAIRE !

Le design révolutionnaire à la portée de tous ! Enchères organisées par Camard & associés à la salle des ventes Richelieu Drouot. Mise à prix entre 100 et 500 euros l'affiche

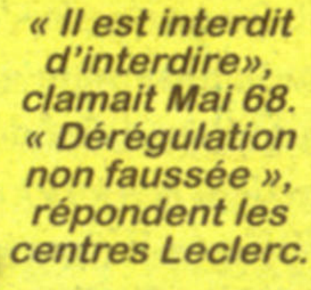
· ref 68-all ·



LES PUBS

« Il est interdit d'interdire », clamait Mai 68. « Dérégulation non faussée », répondent les centres Leclerc.

· ref 68-all ·




LE CONCERT

« Mai 68, le concert 2008 » : un show participatif « parce qu'on lâche pas l'affaire ».

· ref 68-all ·





LE T.SHIRT

· ref 68-shi ·

LA HOUSSE CHE

Housse de couette « Cuba » avec « le plus célèbre révolutionnaire, le Che Guevara, qui en voit de toutes les couleurs, pour un effet pop détonnant ». La Redoute, printemps-été 2008.



· ref 68-che ·



LES REPENTIS *Jadis, ils célébraient Mao, Trotski, l'anarchie et la dictature du prolétariat. Aujourd'hui, ils soutiennent Bayrou, Sarkozy, l'euro et les fabricants de lotions capillaires. Leur secret ? La fidélité à un certain esprit de 68, sensuel et transgressif. Aux côtés de l'ami Balladur, ils triomphent sur les planches du PPA. Les enfants sont autorisés à leur jeter des cacahuètes.*

· ref 68-all ·


Bientôt disponible :
EN AVANT-PREMIÈRE, LE PLAN B VOUS PRÉSENTE LES PRODUITS DÉRIVÉS D'UNE RÉVOLUTION QUI N'A PAS DIT SON DERNIER MOT. POUR DÉFIER LES CONVENANCES CHEZ SOI, SUR LA ROUTE OU AU LOUNGE BAR.
LE COCKTAIL MOLOTOV
12 euros en salle.
• ref 68-all •
LE SLIP LIBÉRÉ
Daniel Cohn-Bendit devant, Serge July derrière. Existe aussi en version string (sans Serge July).
• ref 68-all •
LE DÉAMBULATEUR GLUCKSMANN
• ref 68-all •
LA LAMPE GEISMAR
Un éclairage d'appoint élégant et tamisé, avec dispositif d'extinction automatique.
• ref 68-all •
LA POUPÉE ROMAIN GOUPIL
Avec Kiki Goupil, fini l'ennui. Quand tu lui caresses la tête, il ronronne. Quand tu lui appuies sur le ventre, il réclame un bombardement. Sacré Kiki Goupil !
• ref 68-kiki •
PANTOUFLES « INFORMATION LIBRE »
Pour contester au chaud devant la télé.
• ref 68-pant •
INFORMATION LIBRE
LA CRAVATE ANNIVERSAIRE
• ref 68-all •
MAI 68 DÉBUT D'UNE LUTTE PROLONGÉE
• ref 68-all •
LE 4X4 ANGELA DAVIS
LE TIRE-BOUCHON BLACK PANTHERS
• ref 68-all •
MAI 68, LA COMÉDIE
Produite par Alain Chabat, une évocation des grands moments et des petits travers d'un groupe d'étudiants de la Gauche prolétarienne. À travers les péripéties de Lucien, normalien devenu maoïste pro-albanais dans l'espoir de séduire Suzanne, qui le dédaigne en raison de l'aérophagie chronique dont il a hérité de son papa antiquaire, le film moque sans méchanceté les excès d'une époque où, somme toute, il faisait bon vivre.
• ref 68-all •
MAI 68, la comédie
LA RADIO-ANNIVERSAIRE
Radio mp3 en forme de pavé parisien.
• ref 68-all •
LE MENU HAPPY 68
-1 double McConscience de classe.
-1 grand Coca goût transgressif.
-1 grande frite prolétaire avec sa sauce au choix.
- Cadeau : la figurine Ronald le Rouge !
• ref 68-all •
Le menu 68
le goût de la révolte
COUSSIN PÉTEUR « DANY LE ROUGE »
• ref 68-all •
Dany Rouge
68
LE JEU POUR PLAY-SATION
• ref 68-PS •
LE «TRAVAILLEURS-TRAVAILLEUSES» 2.0
Compatible avec tout support et commode à utiliser, le logiciel « travailleurs-travailleuses 2.0 » dynamise les plateaux télé et radio en cas de soirée électorale, de mouvement social ou de célébration de notre beau patrimoine révolutionnaire.
• ref 68-OB •



Photographies ©Julien Brygo

Prière de ne pas informer

Le sort des réfugiés qui s'échouent à Dunkerque *« n'intéresse pas les lecteurs »*, explique *La Voix du Nord*, qui préfère les abreuver d'articles sur le marronnier du carnaval.

On est à Dunkerque, mais on se croirait à Tijuana. Le vrombissement incessant des camions fend un paysage barré de grillages et de barbelés, posés le long d'une frontière jouissant du dernier cri de la détection humaine – sondes thermiques, sondes à oxygène, détecteurs de battements de cœur. Des travailleurs migrants et des rescapés de guerre bravent chaque jour cette muraille maritime défendue comme la Banque de France pour atteindre la Grande-Bretagne et le paradis de ses bureaux d'embauche.

Marquage au feutre

Dans l'enceinte du troisième port de France, on ramasse les cadavres d'exilés au gré des aires de repos, le long de l'A16 en direction de Calais, dans les dunes du littoral ou dans les nombreux camps de survie que l'on rase ici et qui se reconstruisent là-bas. De temps en temps, la presse nationale relaie *« la mort tragique »* d'un migrant qui tentait de passer la Manche en s'accrochant aux essieux d'un camion. Mais la presse locale est plus discrète. *« Les migrants du port de Dunkerque, on a déjà fait un sujet il y a trois mois. On ne va pas faire de papier tout de suite. Ça n'intéresse pas les lecteurs »*, rétorquait en mai 2006 Didier Dupuis, chef de l'agence dunkerquoise de *La Voix du Nord*, à un pigiste qui lui proposait un reportage. Pas vendeur, trop dramatique. Les noces d'or, les fêtes rurales ou les retombées touristiques d'une comédie à succès, voilà des sujets solides.

Pour suivre l'odyssée des réfugiés de Dunkerque, il suffit pourtant de consulter les courriers électroniques de l'association Salam, créée en 2002 après la fermeture du hangar de la Croix-Rouge à Sangatte. Exemple, le 26 juin 2007 : *« Situation à Loon-Plage : 22 personnes en deux groupes. La plupart des personnes sont là depuis plus d'un mois. [...] Pour mardi, il faut absolument amener une paire de chaussures taille 40, il y a un jeune qui vient d'arriver (environ 15 ans) qui est quasiment pieds nus. »* Ou le 20 juillet : *« Une cinquantaine de personnes, il y a beaucoup de nouveaux (Kurdes et Afghans). Distribution de soupe, pain, boîtes de légumes, thé et couvertures. Ils nous disent ne pas avoir mangé depuis quatre jours et semblent effectivement très affamés. »* Ou le 19 décembre : *« Manque de toiles de tente et de couvertures pour les Palestiniens qui sont plus nombreux maintenant. Ils nous demandent des gants et des blousons, certains n'ont rien. »*

Trop répétitif ? Le 30 janvier 2008, Salam délivre une information susceptible de briser la routine du localier : *« Surprise, une cinquantaine de personnes reviennent d'un contrôle de police. Elles sont marquées d'un chiffre au marqueur sur la main. Pourtant le sous-préfet nous avait garanti à la conférence d'Emmaüs que la police ne marquait pas les migrants. Nous sommes six à l'avoir constaté. »* Mais ce constat ne sera pas repris. Marquer les étrangers comme du bétail constitue pourtant un procédé intéressant. Quand la police aux frontières (PAF) doit maximiser ses chiffres pour complaire au ministre de l'Identité nationale, elle n'a plus qu'à trier en regardant les mains. En janvier, environ 250 migrants ont été arrêtés à Dunkerque.

Le même mois, l'édition locale de *La Voix du Nord* consacrait 27 articles au carnaval de Dunkerque et 47 aux faits divers, tandis que 2 articles seulement traitaient de la chasse aux réfugiés. Le premier faisait état de la visite d'Hélène Flautre, députée européenne (Verts), le second relayait benoîtement les complaintes de la PAF sur *« le manque de moyens pour accomplir sa mission »*. Il est vrai que les hélicoptères dont elle dispose pour traquer le va-nu-pieds ne sont pas équipés d'un minibar. Au passage, les gardiens de la frontière profitent du micro qui leur est tendu pour réclamer l'ouverture d'un poste de la PAF *« au terminal transmanche de Loon-Plage »*. Un choix judicieux, puisque c'est l'un des principaux lieux de campement des migrants qui, à défaut de chaussures, disposeraient ainsi d'une police de proximité. Dans *La Voix du Nord*, les hommes et les femmes qui fuient l'Irak, l'Afghanistan, l'Érythrée ou la Palestine sont invariablement qualifiés de *« clandestins »*, jamais de « travailleurs » ou de « réfugiés ».

Citizen Ch'ti

La Voix du Nord peut se permettre quelques impasses. Ayant fait main basse sur tous les titres de presse du Nord-Pas-de-Calais, elle ne craint plus la concurrence. Avec près d'*« un million et demi de lecteurs quotidiens sur quatre millions d'habitants »*, la holding Voix du Nord Investissement (propriété du groupe belge Rossel) se targue d'être *« le premier groupe de communication au nord de Paris »*. Dans le Dunkerquois, le groupe a absorbé les trois petits hebdomadaires du cru, *Le Journal des Flandres*, *L'Indicateur des Flandres* et *Le Phare dunkerquois*. Françoise, une militante de Salam, a tiré un trait sur la presse locale, à l'exception du *Phare dunkerquois*. *« La* Voix du Nord *parle peu des migrants de Loon-Plage, sauf quand des passeurs sont jugés ou quand il y a un accident grave, c'est-à-dire quand il y a du sensationnel. Il ignore totalement la manière dont les migrants survivent, d'où ils viennent, qui ils sont ou comment la population peut les aider. Pendant les fêtes de fin d'année, des migrants ont fait du porte-à-porte pour trouver à manger sur Grande-Synthe.* La Voix du Nord *n'en a pas parlé. Parce que ça la fout mal ? Parce qu'il y a des pressions politiques ? »*



« C'est pas notre zone ! »

Les intéressés prennent ces questions avec philosophie. *« Il y a des gens qui dorment dans les dunes et les forêts ? Ah bon ? Mais si on n'en parle pas c'est que c'est pas notre zone ! Des Afghans, des Irakiens ? »* s'esclaffe, incrédule, une jeune journaliste dunkerquoise envoyée pour couvrir la « Journée mondiale du refus de la misère » en novembre dernier. *« Ah, mais vous savez, c'est comme ça. C'est pas facile. Ça fait longtemps que Sangatte a été fermé. Je crois qu'il y a une journaliste chez nous qui bosse sur le sujet, je ne suis pas sûre mais je vais me renseigner »*, lâche-t-elle avant de couper court : *« Je dois y aller, il y a eu un accident. Au revoir. »*

Un mois plus tard, le préfet vient spécialement de Lille pour « débattre » avec le collectif Salam dans un local d'Emmaüs. Il s'engage à mettre fin au tatouage des migrants. Mais aucun journaliste n'est présent pour immortaliser cette promesse qu'il ne tiendra pas. Même les correspondants de presse – ces petites mains non statutaires et sous-payées auxquelles les quotidiens régionaux commandent illégalement de la copie au kilomètre – avaient mieux à faire. Comme ce 27 janvier où, dans son billet quotidien intitulé « Bonjour », *La Voix du Nord* s'indigne que *« des fanas de la marche traversent en dehors des clous »*. Le 17 février, le journal s'interroge : *« Mais où sont donc les hommes en uniforme, à ce carrefour si peu stratégique en matière d'"infractions routières" ? Ils sortent de la friterie. Une petite frite pour la route, ça permet de lever le pied. »* Le 5 mars, il salue l'arrivée du cirque mais dénonce les *« lions qui rugissent la nuit dans les cages stationnées sur le parvis de la salle »*. Le 11 mars, toujours à l'affût, il déplore que *« le vent se soit mis à souffler »*, ce qui *« contraint les équipes de tournage à repousser leur travail d'une semaine »*. La liberté de la presse est un combat de chaque jour.

Désarmons les FARC !

Les médias font grand cas des FARC qui sévissent en Colombie mais ne soufflent jamais mot des FARC qui ont pris en otage le débat public en France.

Les FARC françaises contrôlent le territoire médiatique mais, conformément aux préceptes des manuels de guérilla, elles agissent à l'état séparé afin de donner l'illusion de la « diversité ». Voici leurs composantes :

F comme Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), créée en 2004 par Jérôme Monod (un collecteur de fonds du RPR) et François Ewald (ex-moine-soldat du Medef devenu chroniqueur aux *Échos*) afin de contribuer au *« réarmement intellectuel de la droite »*. Les membres de Fondapol se nomment : Marcel Gauchet, Pierre Nora, Pierre-André Taguieff, etc.

A comme commission Attali (un devin plagiaire qui, le 15 mars 2004 prévoyait dans sa chronique de *L'Express* la victoire de la droite espagnole aux législatives que celle-ci venait de perdre le 14 mars 2004). Installée pour pondre des réformes libérales, la Commission pour la libération de la croissance française compte parmi ses membres Claude Bébéar (fondateur d'Axa, président de l'institut Montaigne), Éric Le Boucher (journaliste au *Monde*), Erik Orsenna (écrivain mondain).

R comme « République des idées », ce club social-libéral fondé en 2002 par l'éditorialiste associé au *Monde* et professeur au Collège de France, Pierre Rosanvallon, dans le but de centrer le débat public autour d'un affrontement entre militants résolus du marché et partisans honteux du marché. La République des idées, dont l'un des maquisards est devenu sous-ministre des pauvres (Martin Hirsch), édite aux éditions du Seuil une collection d'ouvrages systématiquement louangés dans les médias. Dans ces abysses intellectuelles s'ébattent le socialiste Pascal Lamy, le banquier Jean Peyrelevade, l'économiste Jean-Paul Fitoussi et bien d'autres calamars.

C comme Cercle des économistes, créé en 1992 pour réunir les croisés de la libre concurrence qui se vantent de refuser l'ultralibéralisme. Présidé par Jean-Hervé Lorenzi (conseiller du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothschild) le cercle a sa tribune quotidienne sur Radio Classique (propriété du groupe de luxe LVMH) et décerne tous les ans en partenariat avec *Le Monde* le prix du meilleur jeune économiste. On y trouve Olivier Pastré, Patrick Artus, Jean-Paul Betbèze.

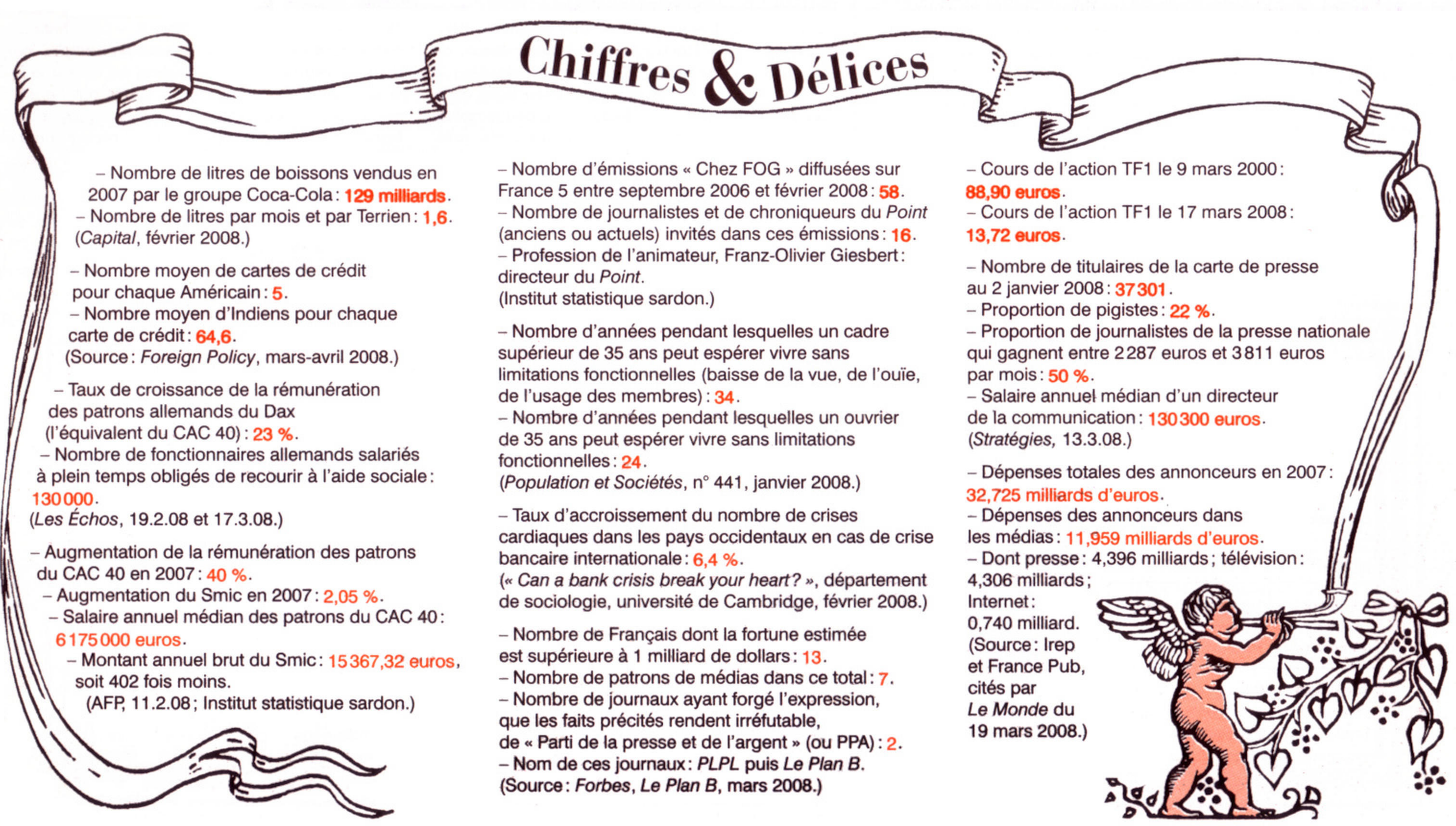
L'Institut statistique sardon (ISS) a comptabilisé les passages des propagandistes des FARC dans les émissions matinales de France Inter, France Culture, RTL, RMC et Europe 1 de septembre 2006 à fin février 2008. Sur cette période de 18 mois, les guérilleros preneurs d'otages totalisent 145 passages au cours desquels ils ont mandoliné leurs rengaines. Pour ménager les neurones de notre comptable, ce total a été établi sans tenir compte des activités de chroniqueurs quotidiens dans la matinale de France Culture, comme Alexandre Adler et Alain-Gérard Slama, tous deux membres de la Fondapol.

Sans surprise, Jacques Attali (de la commission Attali) arrive en tête avec 19 passages, suivi de Laurence Parisot (Fondapol et Medef) et de Martin Hirsch (République des idées), qui obtiennent respectivement 18 et 14 passages. Telles deux rossinantes asthmatiques arrivent ensuite Daniel Cohen (République des idées et Cercle des économistes, 6 passages) et Pierre Rosanvallon (République des idées, 6 passages aussi).



©DR

À titre de comparaison, les candidat(e)s à l'élection présidentielle de 2007, hors Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, ont bénéficié sur la même période de 133 passages, soit 12 de moins que les FARC. À ce jour, ni Philippe Val, ni Bernard-Henri Lévy, ni Bertrand Delanoë, ni aucun des couineurs qui font profession d'ensevelir leurs contemporains sous la glu humanitaire n'ont réclamé la mise hors d'état de nuire des FARC françaises.



Chiffres & Délices

– Nombre de litres de boissons vendus en 2007 par le groupe Coca-Cola : **129 milliards**.
– Nombre de litres par mois et par Terrien : **1,6**.
(*Capital*, février 2008.)

– Nombre moyen de cartes de crédit pour chaque Américain : **5**.
– Nombre moyen d'Indiens pour chaque carte de crédit : **64,6**.
(Source : *Foreign Policy*, mars-avril 2008.)

– Taux de croissance de la rémunération des patrons allemands du Dax (l'équivalent du CAC 40) : **23 %**.
– Nombre de fonctionnaires allemands salariés à plein temps obligés de recourir à l'aide sociale : **130 000**.
(*Les Échos*, 19.2.08 et 17.3.08.)

– Augmentation de la rémunération des patrons du CAC 40 en 2007 : **40 %**.
– Augmentation du Smic en 2007 : **2,05 %**.
– Salaire annuel médian des patrons du CAC 40 : **6 175 000 euros**.
– Montant annuel brut du Smic : **15 367,32 euros**, soit 402 fois moins.
(AFP, 11.2.08 ; Institut statistique sardon.)

– Nombre d'émissions « Chez FOG » diffusées sur France 5 entre septembre 2006 et février 2008 : **58**.
– Nombre de journalistes et de chroniqueurs du *Point* (anciens ou actuels) invités dans ces émissions : **16**.
– Profession de l'animateur, Franz-Olivier Giesbert : directeur du *Point*.
(Institut statistique sardon.)

– Nombre d'années pendant lesquelles un cadre supérieur de 35 ans peut espérer vivre sans limitations fonctionnelles (baisse de la vue, de l'ouïe, de l'usage des membres) : **34**.
– Nombre d'années pendant lesquelles un ouvrier de 35 ans peut espérer vivre sans limitations fonctionnelles : **24**.
(*Population et Sociétés*, n° 441, janvier 2008.)

– Taux d'accroissement du nombre de crises cardiaques dans les pays occidentaux en cas de crise bancaire internationale : **6,4 %**.
(*« Can a bank crisis break your heart? »*, département de sociologie, université de Cambridge, février 2008.)

– Nombre de Français dont la fortune estimée est supérieure à 1 milliard de dollars : **13**.
– Nombre de patrons de médias dans ce total : **7**.
– Nombre de journaux ayant forgé l'expression, que les faits précités rendent irréfutable, de « Parti de la presse et de l'argent » (ou PPA) : **2**.
– Nom de ces journaux : *PLPL* puis *Le Plan B*.
(Source : *Forbes*, *Le Plan B*, mars 2008.)

– Cours de l'action TF1 le 9 mars 2000 : **88,90 euros**.
– Cours de l'action TF1 le 17 mars 2008 : **13,72 euros**.

– Nombre de titulaires de la carte de presse au 2 janvier 2008 : **37 301**.
– Proportion de pigistes : **22 %**.
– Proportion de journalistes de la presse nationale qui gagnent entre 2 287 euros et 3 811 euros par mois : **50 %**.
– Salaire annuel médian d'un directeur de la communication : **130 300 euros**.
(*Stratégies*, 13.3.08.)

– Dépenses totales des annonceurs en 2007 : **32,725 milliards d'euros**.
– Dépenses des annonceurs dans les médias : **11,959 milliards d'euros**.
– Dont presse : 4,396 milliards ; télévision : 4,306 milliards ; Internet : 0,740 milliard.
(Source : Irep et France Pub, cités par *Le Monde* du 19 mars 2008.)

Nanterre occupe « Libération »

Les célébrations gérontophiles de Mai 68 ont inspirées à *Libération* une idée qui devait réanimer ses ventes moribondes. Raté : l'expérience a tourné en déculottée…

Le 21 mars dernier, *Libération*, le quotidien des graphistes du XI[e] arrondissement de Paris, sortait un « numéro spécial » entièrement rédigé par des étudiants de Nanterre pour commémorer les quarante ans du mouvement du 22 mars (qui précéda Mai 68). Un événement dont la mémoire, se disait Joffrin, pouvait encore rapporter quelques euros.

Mais, les lecteurs du *Plan B* étant beaucoup plus nombreux dans les campus que ceux de *Libération*, le groupe de rédaction se trouva vite truffé de sardons. Est-ce l'à-propos de ces rédacteurs d'un jour ou l'absence bienfaisante des journalistes habituels ? Pour une fois, l'éditorial ne contenait aucun appel à la rénovation au centre du PS, mais débutait par une citation de Pierre Bourdieu. Plus loin, une tribune de la page Rebonds, « *Libération*, enfant de Mai 68 ou de mai 1981 ? », était consacrée au revirement idéologique du quotidien fondé pour *« donner la parole au peuple »*, mais devenu sous la coupe de Serge July le bulletin paroissial des « créatifs » et de l'Otan. Enfin, la chronique « Médiatiques », tenue ordinairement par Daniel Schneidermann, traitait cette fois de la défiance des étudiants grévistes à l'égard des journalistes – et prônait, plutôt que la langue de velours, la plante du pied. Intitulé « *Libération* aujourd'hui n'aurait pas fait 68 », l'article établissait en conclusion un lien direct entre le conformisme du journal de Rothschild et *« le succès d'un journal comme* Le Plan B, *seul média qui voit ses ventes décupler à mesure que les journalistes sont priés de quitter les campus en grève »*.



Le matin même, Laurent Joffrin est invité par France Inter à réaliser la revue de presse. Goguenard, le PDG de *Libération* évoque ces critiques : « *Notre journal est accusé d'avoir abandonné ses convictions révolutionnaires, d'être passé de l'extrême gauche à une gauche manifestement trop raisonnable. Quant à son directeur, un dénommé Joffrin, il en prend pour son grade puisqu'on lui reproche, entre autres amabilités, d'être le fourrier du capitalisme moderne…* »

Capitulation barbichue

La veille, pourtant, lors de la conférence de rédaction, Joffrin était d'humeur moins folâtre. Comme les rédacteurs nanterrois l'ont par la suite raconté au *Plan B*, il découvrait avec consternation les deux articles le mettant nommément en cause. Difficile de brandir les ciseaux : contrairement aux journalistes, ses interlocuteurs n'ont rien à craindre ni à espérer du pitre barbichu qui leur crachouille ses platitudes. Les convoquant dans son bureau, Joffrin essaie alors – sans succès – d'inciter les étudiants à modifier leurs propos. *« Attendez,* rétorque un étudiant, *on n'est pas là pour faire de la réclame ou dire que* Libération *c'est génial, vous le feriez mieux que nous ! »* Joffrin [s'adressant à ses interlocuteurs comme s'ils étaient des demeurés] : « Libération *s'est amélioré depuis l'époque maoïste, et ça, c'est pas dit dans le papier. Au début on se contentait de faire de l'idéologie à mort, maintenant ça a changé. Sociaux-démocrates, c'est beaucoup mieux que maoïstes ! Les sociaux-démocrates tuent moins de gens.* »

Comprenant soudain que le directeur de *Libération* est aussi bête qu'il en a l'air, les étudiants laissent passer l'orage. Et Joffrin crachouille de plus belle : *« Ce qu'on comprend en lisant le papier… un journal… je sais plus quoi… vendu aux barons de la finance… C'est marqué. C'est une bêtise ! »* Une étudiante : *« "Vendu aux barons de la finance" ? Je le pense très fort mais je ne l'ai jamais écrit… même pas dans le premier jet… »* Mesurant le scandale que déclencherait la censure des étudiants par un journal qui prétend commémorer le mouvement du 22 mars, Joffrin s'incline, la mort dans la barbiche. Tout juste parviendra-t-il à supprimer les références au livre de Pierre Rimbert, *Libération, de Sartre à Rothschild*, cité dans les deux articles.

Le lendemain, les journalistes de *Libération* étaient traumatisés. De cet escamotage ? Non. *« Les trois articles des pages Rebonds, fustigeant la presse et particulièrement* Libération, *ont heurté certains. "Injuste", "dogmatique"… »*, rapporta la rubrique consacrée aux coulisses du journal. Lequel avait retrouvé son allure de linceul.

Qui sont les hooligans anti-Ch'tis ?

Lundi 31 mars 2008 : une vague d'indignation soulève les médias français. La veille, lors de la finale de la coupe de la ligue de football opposant le Paris-Saint-Germain au RC-Lens, des supporters parisiens ont déployé une banderole où l'on pouvait lire : « *Pédophiles, chômeurs, consanguins : bienvenue chez les Ch'tis.* » Cette information décisive (presque tous les matchs de ligue 1 et de coupe comportent de telles banderoles…) est aussitôt propulsée en tête de tous les journaux radiophoniques, et bientôt accompagnée d'une clameur révoltée. *« Aujourd'hui,* explique sans rire le président de la ligue, *nous sommes tous des Ch'tis »*

Le lendemain (31.3.08) *Le Parisien-Aujourd'hui en France* titre à la Une : « Révoltant. Les coulisses du scandale. L'émotion de Dany Boon. Le PSG risque gros ». « Hooliganisme. La banderole de la honte », pleurniche la couverture du *Monde* (1.4.08), tandis que Plantu, pour bien faire comprendre le problème aux lecteurs un peu simplets du quotidien, ajoute à son dessin une croix gammée. Sur France Inter, le nénuphar Demorand interroge François Fillon : *« Votre sentiment sur la banderole raciste* [sic] *du Stade de France, samedi ? » Le Figaro* et *Libération* (31.3.08) annoncent en Une cette nouvelle affaire Dreyfus.

En réalité, les auteurs du calicot se sont contentés de reproduire les clichés journalistiques diffusés depuis des années sur le Nord, notamment lors de l'affaire Outreau. Dans *Le Figaro*, Françoise Lemoine et Delphine Moreau écrivaient par exemple en 2002 : *« Spirale infernale dans la région Nord-Pas-de-Calais : pédophilie, inceste, crimes sexuels, viols… Pis, des parents n'hésitent pas à prostituer leurs propres enfants. Depuis plusieurs années, des affaires plus sordides les unes que les autres se déroulent dans le nord de la France »* (12.1.02). Un ancien journaliste du bureau de France 2 à Lille dans les années 1990 vient d'expliquer au *Plan B* : *« Les chefs bien calés dans leur fauteuil avenue Montaigne, nous disaient régulièrement : "Quand on veut une belle histoire d'alcoolique, de meurtre ou d'enfants maltraités, on pense à vous." »* En déployant leur banderole, les supporters du PSG réclamaient en fait une seule récompense : la carte de presse. Qu'on la leur donne !

L'information sociale atteinte d'une maladie rare

	3[e] grève générale massive en trois mois en Grèce pour défendre le régime des retraites, janvier-mars 2008.	54 salariés ayant accumulé plusieurs centaines de CDD sur les sites de Vittel et Contrexéville (Vosges) attaquent Nestlé pour abus de CDD, 7.3.08.	Le fabricant allemand de climatisations pour bus Spheros annonce la fermeture fin juin de son usine de 99 salariés d'Heimsbrunn (Haut-Rhin) pour délocaliser en ex-Allemagne de l'Est, 7.3.08.	Mort à Chevilly-Larue (Val-de-Marne) d'un chauffeur de camion de 50 ans écrasé par un chariot élévateur qui a basculé au moment du chargement dans le camion, 21.2.08.	**Total des 4 informations économiques**	Une ancienne institutrice, Chantal Sébire, atteinte d'une maladie rare, demande à Nicolas Sarkozy le droit d'être euthanasiée, puis est retrouvée morte dans son appartement. Du 13.3.08 au 2.4.08.
Libération	Rien	Rien	Rien	Rien	**Rien**	17 articles, 8 brèves 7957 mots
Le Monde	1 brève, 146 mots	1 brève, 30 mots	Rien	Rien	**2 brèves, 176 mots**	23 articles, 7 brèves 12733 mots
Le Figaro	1 brève, 97 mots	Rien	Rien	Rien	**1 brève, 97 mots**	17 articles, 8 brèves 9121 mots
Aujourd'hui	Rien	Rien	Rien	Rien	**Rien**	18 articles, 9 brèves 6731 mots
Sud Ouest	Rien	Rien	Rien	Rien	**Rien**	17 articles, 13 brèves 8429 mots
Total	**2 brèves, 243 mots**	**1 brève, 30 mots**	**Rien**	**Rien**	**3 brèves, 273 mots**	**92 articles, 45 brèves 44971 mots**

Sucer la roue du Medef : oui, mais laquelle ?

Le putsch médiatique de Parisot

Écrans de fumée, déluge « éthique » et prosternation devant les « modernes » du Medef : comment la presse a désamorcé un formidable scandale financier.

1- C'est la faute aux syndicats

Lorsqu'ils apprennent, en octobre 2007, que les patrons de la métallurgie ont amassé au fil des ans une caisse noire de 600 millions d'euros, les médias discernent sur-le-champ à qui profite le crime. *« Le scandale UIMM pousse à réformer le financement des syndicats »*, accuse *Le Monde* (9.10.07), qui précise : *« La mise en cause de Denis Gautier-Sauvagnac, le patron de l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM), glisse vers le procès du financement des syndicats. »* Une information de première main, puisque *Le Monde* participe à cette « glissade ». Pendant deux semaines, l'imputation va tourner en boucle sur les patinoires journalistiques. *« Les soupçons de financement syndical planent sur l'affaire Gautier-Sauvagnac »*, dénonce *Le Figaro* (22.10.07), tandis que le site Internet Rue89, soucieux de *« révolutionner l'info »*, estime que *« l'affaire de l'UIMM pose le problème du financement des syndicats français »* (8.10.07).
Des syndicalistes soudoyés par des patrons cleptomanes ? Le soupçon est légitime quand on sait que Force ouvrière fut créé pour contrer le péril bolchevique. Mais l'accusation devient cocasse lorsqu'elle émane d'un Parti de la presse et de l'argent (PPA) qui ne cesse d'exalter les vertus apaisantes du « dialogue social » et de convier le public à *« mieux vivre son argent »*. Las ! Hormis quelques petites phrases non vérifiées, pas le moindre indice ne viendra étayer la mise en cause des syndicats. Une fois encore, les organes d'information ont mouliné du vent. Mais un vent bienvenu : en plein conflit sur les retraites – et à deux mois de l'ouverture des négociations sur la *« modernisation du marché du travail »* –, il n'était pas opportun de se focaliser à outrance sur le système de prédation élaboré par la fédération la plus puissante du Medef. Habitués à servir de parapluie, les dirigeants syndicaux n'ont d'ailleurs que mollement protesté. Et, dans *Le Monde,* Laurence Parisot pavoise : *« C'est une affaire importante. Je pense qu'elle permettra d'accoucher d'un nouveau modèle de relations sociales »* (9.10.07). Un « nouveau modèle » bâti sur une montagne d'euros, dans lequel les syndicats seraient *« un peu moins nombreux »* (*Le Parisien,* 26.10.07) et encore plus *« réformistes »* (*Libération,* 13.3.08).

2- Morale, éthique et transparence

Là-dessus, un ancien vice-président de l'UIMM, Pierre Guillen, indique à la brigade financière que les liasses de Gautier-Sauvagnac servaient aussi à acheter *« des hommes politiques et des journalistes »*, sans donner de noms. *Le Monde* s'abstient néanmoins de titrer : « Le scandale UIMM pousse à réformer la presse. » Plus tard, on apprend que l'UIMM a rédigé de A à Z des textes de loi proposés par des sénateurs pour légiférer sur la *« définition du licenciement économique »*. *« Ces amendements se monnayaient. À l'époque, tout le monde au RDSE* [radicaux de gauche et de droite] *savait et disait qu'il y avait du cash qui circulait derrière ces histoires d'amendements »*, témoigne un ancien attaché parlementaire (*Marianne,* 29.3.08). La mise en cause du monde politique sera pourtant discrète.

Il est vrai qu'entretemps le PPA s'est fixé une tâche plus vertueuse : absoudre les patrons en proclamant leur conversion prochaine à « l'éthique », à la « transparence » et au « capitalisme moral ». *« L'éthique, c'est la responsabilité qui croît avec la réussite, qu'elle soit celle de l'entreprise ou de ses dirigeants »*, évangélise Nicolas Baverez dans *Le Monde* (11.3.08). Toujours dans *Le Monde* (6.3.08), Michel Rocard résume l'espérance du socialisme réformiste en s'en remettant aux *« bons patrons, respectables et intègres »*. Pour conjurer « l'immoralité », nul en effet n'est mieux placé que le Medef, explique l'idole des *Inrockuptibles* : *« Le combat de Mme Parisot nous concerne donc tous : il ne s'agit pas seulement de redonner sa dignité à un système qui en a bien besoin, mais surtout de lui permettre de revenir à un fonctionnement efficace et régulier. »* Tout est dans le « surtout ».

Colloghan

3- Vive les modernes !

Un rebondissement inattendu va contraindre le PPA à rechausser ses patins : fin février, l'UIMM reconnaît avoir accordé une prime de 1,5 million d'euros à Gautier-Sauvagnac à l'occasion de son départ précipité pour cause de mise en examen. Une friandise étonnamment modeste, au regard des parachutes autrement plus dorés qui pendouillent au lustre du Medef. Mais Parisot en tire prétexte pour vider une vieille querelle. Depuis longtemps, les factions qu'elle représente (assurances, banques, bâtiment) lorgnent avec jalousie les fauteuils que l'UIMM s'est arrogé dans les organismes paritaires les plus stratégiques, comme la Sécurité sociale ou l'Unedic. Si les conjurés convoitent ces cuirs moelleux, ce n'est pas seulement pour choyer un peu plus leurs fessiers exigeants. Il s'agit aussi de « moderniser » un système de négociations qui leur paraît faire la part trop belle aux syndicats et à l'État. En pleine refonte de la représentativité syndicale, rafler les mandats de l'UIMM permettrait de se placer en position de force pour torpiller les commissions mixtes *« à l'efficacité douteuse »* (Parisot dans *Le Monde,* 19.3.08) et ériger sur ses ruines un modèle *« autonome, décentralisé au niveau des entreprises et partenarial[1] »*. Le paritarisme a pourtant fait ses preuves : il concilie les charmes du « dialogue social » et la satisfaction constante des intérêts patronaux, comme vient de le démontrer la fusion Unedic-Anpe. Mais les jeunes loups n'en démordent pas. Après les maîtres de forges, c'est aux forgerons du *management* qu'il incombe de battre la « réforme ».

Les maladresses de Gautier-Sauvagnac tombent à pic. Par la voie gracieuse du *Journal du dimanche,* propriété de son ami Arnaud Lagardère, Parisot sonne la charge contre le comportement *« méprisant et méprisable »* de son rival, qui irait *« à l'encontre de la transparence, de la modernité et de la mentalité des chefs d'entreprise »* (1.3.08). Ces derniers éclatent de rire : sous la houlette de Parisot, le Medef a siphonné les caisses de la médecine du travail avec la « transparence » d'un grandgousier[2]. En revanche, les dirigeants syndicaux frémissent : à tout prendre, ils préfèrent encore la brutalité prévisible de l'UIMM aux fourberies médiatiques de la banque et des assurances. Le capitalisme industriel régulait les relations sociales à coups de caisses noires et de syndicats maison ; le capitalisme de service mène la bataille de « l'opinion publique » avec la complicité des médias et des sondages (Laurence Parisot possède l'Ifop). Le PPA a choisi la « modernité » : la présidente du Medef *« a su rassembler, autour de son indignation, l'ensemble de la classe politique et syndicale »*, applaudit RTL (4.3.08). *« La patronne des patrons réaffirme sa volonté de réforme »*, défaille *Le Parisien* (9.3.08). Contre les *« barons conservateurs de l'UIMM »* (*Libération,* 4.3.08), les putschistes *« aspirent à plus de transparence »* et à *« un souffle nouveau »*, se pâme *L'Express* (10.3.08), tandis que *Le Monde* célèbre une *« opération "mains propres" »* qui va *« réconcilier les Français avec l'entreprise »* (21.3.08). Dans *Libération* (13.3.08), la colonelle Parisot promet un avenir radieux à ses petits télégraphistes : *« Un jour, le mot Medef sera synonyme d'avant-garde. »*

1 Communiqué du Medef cité par *L'Humanité,* 23.12.99.
2 « Médecine du travail, l'autre caisse noire du Medef », Rue89, 7.11.07.



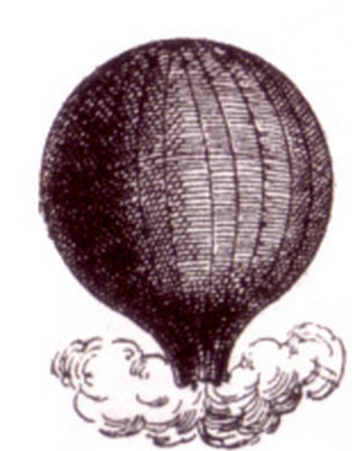
Une shoah qui fait plouf

Le 29 février, le vice-ministre israélien de la Défense, Matan Vilnaï, menace les Palestiniens : *« Plus les tirs de roquettes Kassam s'intensifieront* […], *plus la shoah à laquelle ils s'exposeront sera importante, parce que nous emploierons toute notre puissance pour nous défendre. »* (Reuters, 29.02.08) « Shoah », poursuit la dépêche d'agence, *« est un mot hébreu le plus souvent utilisé pour signifier holocauste, et plus particulièrement le génocide des Juifs durant par le régime nazi, mais il peut également désigner un désastre ou une conflagration. »* Dans les jours qui suivent, les médias et les intellectuels français accordent peu (ou pas) d'importance à la déclaration. Si *Le Monde* y consacre un article factuel (2.3.08), *Libération* publie sur son site Internet une traduction dans laquelle le mot « shoah » a disparu (29.2.08). L'édition papier du lendemain n'évoque pas du tout l'affaire, bien qu'une demie page soit consacrée à « l'intervention » israélienne à Gaza. Il faut attendre le lundi suivant (3 mars) pour que *Libération* consente à informer ses (derniers) lecteurs au moyen d'une brève sobrement titrée « Le terme de "Shoah" critiqué ». Quant au *Figaro* (1-2.3.08), il reste muet sur la question.
La semaine suivante, ni BHL dans le *Point* (6.3.08) ni Philippe Val dans *Charlie Hebdo* (5.3.08) ne jugent utile de s'indigner, tout comme *L'Express* (6.3.08). Dans *Le Nouvel Observateur* (6.3.08), Jacques Julliard n'en dit pas un mot, ni Jean Daniel, qui consacre pourtant la totalité de sa chronique au conflit israélo-palestinien. Delfeil de Ton en parle, mais sans s'émouvoir : *« Cette affaire de vocabulaire, de sens des mots, est intéressante en ce qui concerne la France. »* Souvenons-nous des réactions nombreuses – et justement indignées – face aux menaces du même acabit, mais visant Israël, adressées par le président iranien Ahmadinejad…



Souvenirs, souvenirs

Aux enseignants et lycéens en colère, *Le Plan B* rappelle ce propos de la directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy, Emmanuelle Mignon : *« J'ai toujours été conservatrice, j'aime l'ordre. Je crois à l'initiative individuelle, à l'effort personnel et, en matière économique, à la main invisible du marché. Par exemple, je suis pour une privatisation totale de l'éducation nationale »* (cité par *Le Monde,* 3.9.04.)



EN HAUSSE :

La justice américaine. Elle a fait incarcérer Conrad Black le 3 mars 2008. Grand patron de médias et membre de la Chambre des lords britannique, parfois comparé à Serge Dassault (propriétaire du *Figaro* et sénateur UMP), Conrad Black va consacrer six ans et demi à une enquête de terrain dans les prisons de Chicago.

Zaki Laïdi. Est parvenu à fourguer un nouvel article zakiste (c'est-à-dire nullissime) au *Monde* (4.3.08). Selon Laïdi, *« les excès de Sarkozy prouvent la solidité des institutions »*. Le raisonnement zakiste est biscornu – et, comme toujours, mortellement ennuyeux. Mais, nous a expliqué une journaliste du *Monde*, *« personne n'a jamais lu un article de Laïdi jusqu'au bout »*.

Le Figaro littéraire. Dans l'édition du 20 mars, on peut lire cette brève : *« FOG épinglé. Franz-Olivier Giesbert a le coup de cœur tenace. Pendant cinq semaines, on l'a vu présenter le même livre,* Le Seigneur de Bombay, *de Vikram Chandra, dans son émission "Chez FOG", sur France 5. Chaque fois, avec la régularité du téléachat, il a agité sa couverture dorée devant les caméras en enjoignant aux téléspectateurs de l'acheter. Le CSA, qui n'a pas vu ce feuilleton promotionnel d'un bon œil, l'a sommé de changer de coup de cœur. »*

Benoît Hamon. Interrogé par Rue89, ce dirigeant du PS hostile à des alliances avec le « centre » *« suggère de faire de la politique en oubliant un petit peu ce que sont les injonctions des éditorialistes du* Monde *et du* Nouvel Observateur *»*.

Médias. Avec son numéro 16 (printemps 2008), la revue *Médias*, qui lèche les médias, touche au but : Berluti, le célèbre chausseur de Roland Dumas (un Smic à chaque pied) y a acheté une pleine page de publicité.

Clémentine Autain. Au chômage depuis son coup d'État raté à la mairie de Montreuil, Clémentine Autain dénonce la « pipolisation » de la vie politique entre deux interviews sur son bébé, Oscar. Lui, *« c'est une révolution à l'échelle personnelle »* (France Inter, 12.2.08).

Chantal Sébire. Un espoir pour les moches : elle a fait bander tous les journalistes !



EN BAISSE :

Le Plan B. Depuis deux mois, aucun rédacteur de ce journal de « critique des médias » n'a trouvé le courage de lire tous les éditoriaux de Philippe Val dans *Charlie Hebdo*. La corvée sera désormais attribuée par roulement (paritaire) à chacun. Les lettrés spinozistes seront exemptés.

Le Canard enchaîné. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire des publicitaires, *Stratégies* (13.3. 08), l'animateur monarchiste Stéphane Bern a estimé que son émission de France Inter était *« un peu* Le Canard enchaîné *de la radio »*.

Pierre Rosanvallon. Éditorialiste au Collège de France et professeur associé au *Monde*, Rosanvallon a concédé dans une interview au site mediapart.fr, dirigé par le roi déchu des faux scoops Edwy Plenel, qu'*« il n'y a pas de différence entre journaliste et sociologue »*.

Brice Hortefeux. D'après *Le Figaro* (26.3.08) le ministre de l'Immigration *« vient de rencontrer André Glucksmann. Il souhaite tester auprès du philosophe français, très engagé pour la défense des réfugiés tchétchènes, son projet de statut de réfugié politique en Europe. »*

Robert Ménard. L'omniprésent dictateur de Reporters sans frontières se fait étriller par Jean-Claude Guillebaud, cofondateur et premier président de RSF. Sur le site Marianne2.fr (2.4.08), Guillebaud explique la dégénérescence de l'association : *« Je pensais qu'une organisation de ce type ne pouvait être légitime que si elle incluait un travail de critique du fonctionnement des médias en Occident.* […] *Robert Ménard pensait qu'il fallait mettre en sourdine toute l'activité de critique des médias pour bénéficier du soutien des grands journaux et des grandes chaînes de télé. »*

AU FOND DU TROU :

Laurent Joffrin. La promotion de Catherine Pégard, ancienne rédactrice en chef du *Point*, au poste de conseillère chargée des dossiers politiques à l'Élysée aurait ulcéré Laurent Joffrin. Pégard a en effet assisté, sans venir à son aide, à l'un des moments les plus éprouvants de la carrière du directeur de *Libération*. Le 19 février 2005, sur LCI, Joffrin s'était fait humilier par une journaliste de *Point de vue* et par une autre de *Paris Match* alors qu'il « analysait » la vie sexuelle du prince Charles. (Lire à ce propos l'article culte, traduit dans plusieurs langues : « Laurent Joffrin, le journaliste le plus bête de France », http://www.homme-moderne.org/plpl/n24/p8.html)



Mediapart.fr et banlieue rouge

Tout juste propulsé par une campagne de promotion digne du *Titanic*, le site moustachu, « indépendant et participatif » d'Edwy Plenel enregistre son premier faux scoop.

« Avec la perte du 93, une histoire communiste prend fin » (Mediapart.fr, 20.3.08) par Stéphane Alliès ❶

Avec l'élection jeudi du socialiste Claude Bartolone à la tête du conseil général de Seine-Saint-Denis, le Parti communiste français (PCF) perd un emblème de son glorieux passé. Mais la chute du bastion le plus symbolique de la banlieue rouge n'est pas vraiment une surprise, tant elle reflète la lente agonie d'un parti. ❷ […]

Si le département est ancré à gauche depuis les années 1930, avec l'implantation du PCF lors des municipales de 1935 préfigurant l'avènement du Front populaire, c'est après guerre qu'a été théorisée la notion de banlieue rouge. ❸ […] Pour Claude Bartolone, *« la contre-société communiste fonctionnait très bien quand la valeur travail était reine dans le département. Mais quand le chômage de masse, les problèmes de toxicomanie et la paupérisation ont remplacé le plein-emploi des usines, le parti n'a pas su muter. Et le parti s'est recroquevillé quand est venu le temps de la relève des maires résistants. »* ❹ […]

Successeur de Marcelin Berthelot à la mairie de Saint-Denis, Braouezec est désormais à la tête de la seule communauté d'agglomération du département, Plaine-Commune. *« Au début des années 1990,* dit-il, *l'alternative était simple : persévérer dans la vision que la banlieue devait rester industrielle ou favoriser la transformation économique du territoire. »* Et de raconter qu'*« il a fallu attendre l'avènement du Stade de France pour que le conseil général soit convaincu de la démarche. Avant, la rhétorique était plutôt du genre : "Non aux rats du capital qui veulent manger le fromage de la Seine-Saint-Denis." »* ❺ […]

Face à l'arrivée de nouveaux habitants issus des classes intermédiaires et de Paris intra-muros, l'attitude des maires PCF s'est à nouveau divisée entre rénovateurs et orthodoxes. Le socio-historien Bernard Pudal explique : *« À Saint-Denis ou à Montreuil, on a vu émerger une redéfinition du périmètre électoral, s'appuyant sur des "bobos" mais aussi sur une nouvelle classe populaire (immigrés, intellectuels précaires, jeunes chômeurs). »* ❻ […] L'universitaire Bernard Pudal dresse un bilan distancié du communisme municipal : *« Les chercheurs s'interrogent aujourd'hui sur la profondeur de cette implantation. N'a-t-on pas surévalué l'attachement des groupes populaires aux groupes militants ? N'y a-t-il pas une certaine mythologie ? Maintenant que l'indestructibilité présumée de la banlieue rouge s'est dissipée, on se rend compte que son aura était finalement assez faible. »* ❼



7

La tirade pudalienne relève d'un cas typique de « moustachisme » : ce mal atteint les spécialistes qui, rendus incontinents pas les sollicitations médiatiques, se mettent à dire n'importe quoi. Ici, Bernard Pudal remet en cause l'existence même de la banlieue rouge. Pendant plus de soixante-dix ans, La Courneuve, Saint-Denis, Bobigny, Aubervilliers ou Montreuil ont élu des maires communistes avec des scores qui dépassaient parfois les 70 %. En mars 2008, le PCF a conservé les trois premières, mais aussi Villetaneuse, Stains, Le Blanc-Mesnil, Sevran, Bagnolet et Tremblay-en-France. Mais cela ne suffit pas à Bernard Pudal, qui ne voit là qu'une chimère, une *« mythologie »*. À son tour, *Le Plan B* s'interroge : n'a-t-on pas surévalué le sérieux de certains professeurs de « sciences politiques » ?

1

Passé de *Libération* au Figaro.fr puis à 20minutes.fr, spécialisé dans la politique et le sport : tout prédestinait Stéphane Alliès à rejoindre le site d'informations frelatées d'Edwy Plenel. *« Je rejoins Mediapart parce que, après deux ans à me coltiner l'information en temps réel, je saisis l'importance de prendre un peu de recul et de distance sur les événements. J'ai le plaisir de pouvoir avoir* [sic] *l'occasion de faire des enquêtes et de prendre le temps de creuser des sujets »*, ânonne-t-il dans une vidéo promotionnelle (www.mediapart.fr). *Le Plan B* ressort son manuel d'histoire de CM2 pour corriger la copie du jeune Alliès sur la banlieue rouge.

2

Il s'agit d'autant moins d'une surprise que, depuis vingt ans, journalistes et intellectuels se délectent en prédisant la *« fin de la banlieue rouge »*. Les universitaires inaugurent le bal des diseurs de bonne aventure en 1986 quand la revue *Hérodote* consacre un numéro à l'*« après-banlieue rouge »*. Depuis, chaque élection municipale donne aux médias ventripotents l'occasion de prouver leur originalité. Celles de mars 2008 ne dérogent pas à la règle. *« Quand la ceinture rouge devient rose »*, claironne le *Nouvel Observateur* (21.2.08), tandis que *Valeurs actuelles* annonce *« Bientôt la fin de la banlieue rouge »* (8.2.08) et que *Marianne* se demande si l'on va *« Vers la fin des banlieues rouges »* (7.1.08). Dans sa vidéo de ralliement à Mediapart, Stéphane Alliès déclarait vouloir *« trouver un regard pertinent et original par rapport au reste de la presse »*. Mission accomplie.

3

Énorme erreur : les communistes n'ont pas attendu 1945 pour *« théoriser la notion de banlieue rouge »*. Par les aides versées aux vieillards et aux femmes en couches, l'assistance médicale gratuite pour les nécessiteux et les distributions de repas aux ouvriers en grève en juin 1936, les maires communistes ont fait la preuve que la banlieue rouge était une réalité sociale, politique et culturelle dès l'entre-deux-guerres. L'importance stratégique de l'implantation communiste en banlieue est, quant à elle, théorisée vingt ans avant la date annoncée par Stéphane Alliès, comme le montre ce texte enflammé de Paul Vaillant-Couturier, exhumé par *Le Plan B* : *« Paris encerclé par le prolétariat révolutionnaire !* [...] *Paris, capitale du capitalisme, est encerclé par un prolétariat qui prend conscience de sa force. Paris a retrouvé ses faubourgs ! Le succès du 11 mai contient en puissance le contrôle révolutionnaire des quartiers réactionnaires du centre, de ses monuments d'État, de son ravitaillement, de ses voies de communication, de ses casernes »* (*L'Humanité*, 13.5.24).

4

Deux poncifs sont ici recyclés par le spongieux Claude Bartolone sans que le journaliste de Mediapart ne trouve à redire. En suggérant que la classe ouvrière a disparu, le nouveau président du conseil général prouve qu'il connaît bien son département. En Seine-Saint-Denis, ouvriers et employés représentent près de 63 % des actifs. Dans ce contexte, il est certain que la *« valeur travail »* n'est plus *« reine »* dans le département. Seconde ânerie, démentie cette fois par l'histoire : le parti communiste serait incapable de s'adapter au chômage. Las ! C'est justement quand le chômage se propage, à la suite de la crise de 1929, que les communistes s'emparent des principaux bastions ouvriers de la banlieue parisienne. La gestion du chômage sera d'emblée l'un des traits distinctifs du communisme municipal. À Bobigny, par exemple, qui compte 1 300 chômeurs en 1935 sur une population de 17 000 habitants, le bureau de bienfaisance municipal leur distribue des ressources en nature (charbon, pain, viande), organise des repas populaires gratuits, propose des colonies de vacances pour les enfants, etc.

5

C'est une règle immuable du Parti de la presse et de l'argent : tout journal qui célèbre la mort du parti communiste aime Patrick Braouezec. *Le Nouvel Économiste* en fait l'*« élu local de l'année »* en 1994 (9.12.94), *Libération* le consacre *« maire-porteur »* (2.6.00), *Le Monde* salue son *« pragmatisme »* (10.3.01) et *Le Nouvel Observateur* loue son amour de la police dans un article où la lèche est érigée en principe d'écriture : *« Patrick Braouezec : insécurité, ni angélisme ni tout-répressif »* (20.11.02). Mais qu'a fait ce communiste pour mériter les lauriers du PPA ? Artisan de l'implantation du Stade de France à La Plaine, l'ancien maire et actuel député de Saint-Denis a fait la danse du ventre pour attirer le patronat dans sa commune. Luc Besson, Canal Plus, AB Productions, Vediorbis (intérim), Generali (assurances) ou AGF (banque) se sont déjà laissé séduire en y implantant leurs sièges sociaux. Ces entreprises n'emploient pas la population des quartiers précaires, sauf pour des postes de vigiles ? Peu importe à Patrick Braouezec, communiste à visage humain, qui accepte le jeu du marché pour glaner les taxes professionnelles. Grâce à lui, les habitants de Saint-Denis ont le privilège d'être pauvres, mais dans une ville riche.



6

« Prise de distance » et nouveau journalisme féculent obligent, Stéphane Alliès n'a pas interrogé un universitaire pour bâcler son article, mais trois ! Ces précautions ne lui ont pourtant pas suffi à éviter les calembredaines. Avec 68,57 % de votes en faveur du « non » au traité constitutionnel européen, 50 % de logements sociaux, un salaire annuel médian qui ne dépasse pas les 11 000 euros et près de 4 000 bénéficiaires du RMI (sur une population de 95 000 habitants), Saint-Denis n'a rien de la ville de « bobos » décrite par Bernard Pudal, contrairement à Montreuil.

CONNIVENCES et COMPLAISANCES



La rubrique de l'amour

♥ **10 janvier.** C'est un rituel : dans *Le Point*, Alain Duhamel célèbre le dernier essai de Jacques Julliard : *« On y retrouve les qualités habituelles de l'historien et éditorialiste du* Nouvel Observateur, *plume acérée, culture impeccable, humeur belliqueuse, thèse tranchée, goût du débat d'idées. »* Et des coups de langue.

♥ **7 février.** Dans *TéléObs*, Jacques Julliard estime que *« Jean Lacouture est le plus grand biographe de notre temps »*. L'ancien journaliste du *Nouvel Observateur* est aussi un grand ami de Julliard, avec qui il partage une passion pour l'opéra (mais Julliard déteste payer sa place).

♥ **7 février.** Jérôme Garcin, chef du service Culture du *Nouvel Observateur,* reçoit l'hommage de son homologue de *L'Express*, le lécheur multilingue François Busnel. Dans son dernier livre, estime ce dernier, *« Garcin trace le portrait d'une amitié ; la vraie, celle qui refuse la complaisance »*.

♥ **19 février.** *Le Monde*, actionnaire du *Nouvel Observateur* (qui, de son côté, est actionnaire du *Monde*), publie une pleine page de bonnes feuilles du dernier livre de Jean Daniel, fondateur du *Nouvel Observateur.*

♥ **1er mars.** *Marianne* consacre trois pages à la recension (très enthousiaste) du livre de Martine Gozlan, journaliste à *Marianne*. L'auteur ? Élie Barnavi, chroniqueur à *Marianne*.

♥ **17 mars.** Arnaud Montebourg appelle les auditeurs de France Inter à consulter *« le site d'Edwy Plenel Mediapart »* pour y découvrir que le gouvernement prépare un nouveau plan de rigueur. Quelques années plus tôt, Edwy Plenel appelait les participants des « Rencontres de Pétrarque » à adhérer à l'association de Montebourg.

♥ **20 mars.** *Le Nouvel Observateur* choisit de publier ce courrier : *« J'ai ressenti une intense émotion à la lecture du débat entre Edgar Morin et Jean Daniel. J'aurais voulu qu'ils poursuivent longuement encore leurs échanges, qui m'ont enthousiasmé. Je fus en phase, que dis-je, en communion plutôt avec eux. »*

♥ **20 mars.** *Rouge,* l'hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire publie la chronique enthousiaste d'un livre *« audacieux »* et *« stimulant »* paru dix ans plus tôt et réédité en 2007, dont l'auteur est Philippe Corcuff, militant graphomane de la LCR.

♥ **22 mars.** Sous le titre « Joffrin met le roi à nu », Renaud Dély, ancien directeur adjoint de la rédaction de *Libération*, salue dans *Marianne* le livre de son ami et ancien employeur Laurent Joffrin : *« Un pamphlet d'excellente facture au fil duquel il met le roi à nu et démonte pièce à pièce le sarkozysme. »*

♥ **23 mars.** Sur France Culture (« L'esprit public »), Denis Olivennes recommande un livre coordonné par Daniel Cohen, son ex-complice de la Fondation Saint Simon.

♥ **26 mars.** Dans un portrait enthousiaste de Robert Ménard, *Le Figaro* rapporte ce propos du secrétaire général de Reporters sans frontières : *« Lorsque j'appelle Poivre d'Arvor et que j'ai besoin d'un coup de main, il me le donne… »*

♥ **29 mars.** Est-ce encore Jean Daniel qui l'a supplié de l'écrire ? Régis Debray ne s'est pas dérobé. Dans *Marianne*, il a jugé éblouissant le dernier livre de Daniel et comparé sans rire son auteur à *« un résistant de l'intérieur »*. Le 6 juin 2002, c'était carrément dans *Le Nouvel Observateur* que Régis Debray, pourfendeur des copinages intéressés, avait dit toute son admiration pour l'œuvre du directeur du *Nouvel Observateur.*

♥ **3 avril.** *Politis* célèbre la sortie d'un atlas codirigé par Pascal Boniface. Lequel est à la fois l'un des gros actionnaires de *Politis* et membre de son conseil de direction.

♥ **4 avril.** Comme *Le Point, Le Monde* publie une page de « bonnes feuilles » du dernier livre de Philippe Ridet, journaliste au *Monde*. Ce dernier, chargé de suivre l'Elysée, révèle que Sarkozy achève certaines de leurs conversations téléphoniques par *« Je t'embrasse »*.

1881, l'année de naissance du PPA

Dans les médias qui mentent, la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse est souvent glorifiée comme marquant l'avènement d'une ère nouvelle. En réalité, elle a surtout instauré la liberté des patrons de presse.

Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, les journaux sardons se multiplient au nez et à la barbe des garde-chiourme de l'État. Agacé par cette joyeuse propagation qu'il ne parvient pas à juguler, le pouvoir imagine une méthode plus performante et plus moderne pour contrôler la circulation des idées : placer la presse (mais aussi l'imprimerie, l'édition, le livre, l'affichage et le colportage) sous la tutelle des patrons. La « liberté d'expression » va servir d'habillage à cette privatisation de la censure. L'astuce, prometteuse, emporte l'adhésion des députés de tous bords, qui l'approuvent comme un seul homme le 29 juillet 1881 (444 voix pour, 4 contre).

Machine à sous

Il est vrai que ce texte, adopté dix ans seulement après la fin du Second Empire moustachu, réunit toutes les apparences du progrès républicain : les sardons qui impriment ne seront plus bâillonnés par Anastasie (autorisation préalable, cautionnement, timbre…), foudroyés par les juges (saisies) ou embastillés par la police (détentions préventives). Mais une paire de ciseaux peut en cacher une autre. La loi de 1881 néglige en effet de *« protéger la presse contre le pouvoir, désormais autrement dangereux pour elle, des puissances d'argent*[1] *»*. Les affairistes vont pouvoir se goinfrer car *« rien n'est dit sur les ressources ou la structure du pouvoir à l'intérieur des journaux, laissées à la libre appréciation de leurs dirigeants*[2] *»*. Le pouvoir fait coup double : il offre une danseuse aux capitaux reconnaissants tout en leur sous-traitant le contrôle de la diffusion des idées. C'est l'acte de naissance du Parti de la presse et de l'argent (PPA), empouponné dans l'étendard de la République victorieuse.

Les sardons ne sont pas dupes. Ils notent avec intérêt que la commission parlementaire qui a enfanté la loi de 1881 était présidée par Émile de Girardin, député ex-bonapartiste, homme d'affaires et patron de presse, dont *Le Petit Journal* a chanté les louanges du versaillais Adolphe Thiers. Ce précurseur des pages « tendance » doit sa fortune au quotidien *La Presse*, qu'il a transformé en dépliant publicitaire avant de le revendre au plus offrant. En confiant à un magnat publivore le soin de « libérer » l'information, la IIIe République inaugurait une conception de la réforme vouée à une longue et fructueuse postérité.

Quelques élus s'élèvent pourtant contre cette imposture. Le 27 janvier 1881, alors que la commission Girardin dévoile ses intentions, le député radical François Allain-Targé s'inquiète pour l'indépendance des journaux : *« La presse française est abandonnée à une concurrence souvent peu délicate sur les moyens, parlant à tous et parlant contre tous, spéculant sur tout.* […] *Oui, il y a des journaux qui sont sérieux, oui, il y a des journaux politiques ; il y a aussi des journaux pour les affaires, pour le scandale ; il y a des journaux financiers.* […] *Il y en a aussi qui n'ont qu'un but : élever leur tirage, attirer le public à eux de quelque façon que ce soit, les uns par le bon marché, par le journal à deux sous, à un sou, pour rien !*[3] *»*

Loi de vénalité

La loi ne tarde pas à tenir ses promesses. Dès 1881, *« la liste des valeurs de presse cotées* [en Bourse] *est longue de 73 titres*[4] *»*. Les spéculateurs se découvrent une passion pour *Le Siècle*, *Le Figaro*, *Le Petit Journal*, *Le Temps*, *Le XIXe Siècle* ou *Le Petit XIXe Siècle*, publications dont la rentabilité devient le critère d'excellence. Si les sardons continuent de dégoupiller leurs journaux, c'est dans les boudoirs du patronat que la presse prend du ventre. En vingt ans, le nombre de titres va ainsi doubler.

Alarmé par la montée en puissance du PPA, le radical Jules Simon constate en 1884 que, *« aujourd'hui, ce ne sont plus les partis qui créent les journaux, ce sont les banquiers. Ils les créent pour lancer une affaire. Ils choisissent la politique qu'ils croient la plus propre à leur fournir des actionnaires*[5]. *»* En 1897, le futur sénateur de la Guadeloupe Henry Bérenger, observateur perspicace quoique barbichu, s'insurge dans *La Revue bleue* : *« Il est incontestable qu'aujourd'hui la presse est aux mains des brasseurs d'affaires. Nos législateurs ont prévu la liberté de la presse à l'égard du juge et du gendarme mais ils n'ont pas prévu l'esclavage de la presse à l'égard des brasseurs d'affaires et des ploutocrates… La presse n'est pas responsable de sa propre corruption ; comme tous les organismes de la République, elle n'a qu'une liberté d'apparence*[6]. *»*

Malgré ces mises en garde, la confusion se répand entre liberté de la presse et liberté des patrons de presse. Leurs intérêts désormais bien arrimés expliquent la prodigieuse longévité de la loi de 1881, que les curaillons du PPA brandissent encore comme un fétiche plus d'un siècle après son adoption. Ainsi que le rappelle Pierre Albert, *« on se rendit très vite compte que* [la loi de 1881] *avait largement favorisé une des tares de la presse : la vénalité.* […] *Une des conséquences les plus directes de la loi de 1881 fut d'accélérer le mouvement, amorcé dès la monarchie de Juillet, de contrôle des informations boursières et économiques et de mainmise sur la propriété des journaux par les milieux d'affaires. L'ampleur de ce mouvement, déjà sensible dans les années 1871-1880, s'accrut encore après 1881*[7]. *»* Et ce n'était qu'un petit début…

Critique radicale du « Figaro »

Mais la presse « libérée » ne sert pas seulement de ruban à tiroir-caisse. Elle constitue aussi une arme de propagande pour contrer les idées sardones et relayer l'orthodoxie en redingote. En 1913, l'épouse du ministre des Finances Joseph Caillaux tue de ses mains le directeur du *Figaro*, excédée par la campagne haineuse menée par ce journal contre son mari socialiste. Sept ans plus tard, comparaissant devant la Haute Cour de justice, Caillaux explique : *« Un grand journal est une grosse affaire qui nécessite un capital de plusieurs millions, souvent de quelques dizaines de millions. Ceux qui la dirigent ou la soutiennent appartiennent nécessairement aux classes riches, toujours disposées à se révolter en France quand leurs intérêts pécuniaires sont en jeu. Tant que les républicains de gauche poursuivaient l'exécution d'un programme purement politique dont la base était l'anticléricalisme, les hommes d'affaires, maîtres des grands journaux, ne marchandaient pas leur concours… Mais le jour où, ce programme étant épuisé, les partis de gauche annoncèrent l'intention d'aborder les réformes sociales et financières et où se profila à l'horizon l'impôt sur le revenu, tout contristés à l'idée qu'il leur faudrait supporter un prélèvement notable sur leurs énormes revenus,* […] *les capitalistes qui détenaient les grands organes d'information et la clientèle qui les entourait se détachèrent insensiblement des gauches et s'orientèrent tout doucement vers les droites*[8]. *»*

Cette orientation ne sera contrariée qu'une seule fois, lorsqu'en mars 1944, dans son programme de gouvernement, le Conseil national de la résistance (CNR) définit la liberté de la presse par des critères d'indépendance intransigeants, aussi bien à l'égard de l'État que des puissances d'argent. Il n'est donc guère étonnant que les zélotes de la liberté des patrons de presse préfèrent invoquer la loi de 1881.

---

1 Pierre Albert, *Histoire de la presse*, Que sais-je ?, 2003 (1970), p. 68.

2 Laurent Martin, *La Presse écrite en France au XXe siècle*, Le livre de poche, 2005, p. 17.

3 Cité par Patrick Eveno, *L'Argent de la Presse française des années 1820 à nos jours*, CTHS, 2003, p. 13.

4 Christian Pradié, *La presse, le capitalisme et le lecteur. Contribution à l'histoire économique d'une industrie culturelle*, thèse en sciences de l'information et de la communication, 1994.

5 Cité dans Michael Palmer, *Des petits journaux aux grandes agences. Naissance du journalisme moderne*, Aubier, 1983, p. 97.

6 Claude Bellanger *et alii*, *Histoire générale de la presse française*, tome III : « de 1871 à 1940 », PUF, 1972, p. 258.

7 Pierre Albert, *op. cit.*, p. 244 et p. 258.

8 *Ibid.*, p. 259.

AUREL

Les gardes suisses de la publicité

Quand Nicolas Sarkozy menace de supprimer la publicité dans l'audiovisuel public, les journalistes geignent. Mais *Le Plan B* applaudit : ne reste plus qu'à étendre la mesure au privé et à supprimer les publicitaires…

Le 12 février, le boute-en-train du « 20 heures » de France 2, David Pujadas, annonce un *« dispositif exceptionnel »* : le personnel de France Télévisions est en grève pour protester contre la décision de Sarkozy de supprimer la publicité sur ses antennes. L'événement est traité en ouverture, juste après un hommage au chanteur chiraquien Henri Salvador, qui n'a pas survécu à sa rencontre avec Benjamin Biolay. Le sujet va s'étendre sur quatorze minutes et trente secondes, du jamais-vu pour un conflit social depuis décembre 1995.

La rédaction prend le temps d'exposer les griefs et les inquiétudes des grévistes, de couvrir la manifestation nationale à Paris, d'interroger des élus qui critiquent le choix du chef de l'État, de s'enquérir de la situation dans les pays voisins et, pour finir, de demander des explications à la ministre de tutelle, Christine Albanel.

Le mot « grogne » n'est jamais prononcé. À aucun moment la caméra ne se précipite sur des « usagers en colère ». Pas la moindre apparition d'un économiste de supérette fustigeant « l'égoïsme » et le « jusqu'au-boutisme » d'une corporation rétive au changement.

« Beaucoup d'entre vous ne saisissent pas forcément les raisons de ce mouvement, a souligné Pujadas dans son lancement. *C'est aussi pour vous l'expliquer que nous avons décidé de vous présenter cette unique édition de la journée et d'y consacrer une large place. »* En d'autres termes, si les journalistes de France 2 couvrent avec magnanimité la journée d'action des salariés de France 2 (France 3 a fait de même), ce n'est pas parce qu'ils voient midi à leur porte mais par souci de rendre intelligibles des mouvements de grève mal perçus ou mal compris par l'opinion. Les cheminots peuvent respirer : à leur prochain débrayage, ils seront fondés à réclamer un tapis rouge sur les antennes publiques.

Certes, la « pérennité » du gagne-pain des salariés de la régie publicitaire de France Télévisions est une cause plus sexy que la sauvegarde des retraites : elle met tout le monde d'accord, aussi bien ceux qui aiment la publicité – comme David Pujadas, venu de LCI (Bouygues) – que ceux qui, ne l'aimant pas, apprécient néanmoins les euros qui en proviennent.

L'unanimité eût peut-être été moins grande si les grévistes avaient réclamé la renationalisation de TF1 comme préalable à la dépollution publicitaire de leurs antennes. *Le Plan B* le martèle : il n'y pas de défense possible du service public de l'audiovisuel tant que le service privé occupe la première place. En défendant la publicité au nom du maintien de l'emploi et du budget de France Télévisions, les syndicats de journalistes ont pris le risque de se discréditer. Qu'aurait-on pensé d'un mouvement réclamant l'instauration de la taxe Tobin si, un président de droite accédant à sa revendication, il tournait brutalement casaque et s'indignait soudain que cette taxe menace l'emploi dans les banques d'affaires ? Plutôt que d'exiger la fin du pilonnage publicitaire sur toutes les chaînes, les journalistes de France Télévisions ont préféré se battre pour garantir les rentes de Chabot, Calvi, Giesbert, Ruquier ou Durand.

Le tournesol de Bruxelles

Pendant la campagne électorale, Nicolas Sarkozy déclarait : *« Je préfère qu'il y ait un peu plus de publicité sur les chaînes publiques plutôt que ces chaînes n'aient pas assez de moyens pour financer beaucoup de programmes de qualité »* (*L'Express*, 15.2.07). Mais plus de pub pour les chaînes publiques, c'était moins de pub pour les chaînes privées. Rappelé à ses devoirs par Martin Bouygues, le petit traître balladurien a convenu qu'il valait mieux faire l'inverse et couper le robinet aux unes pour abreuver les autres. Une mesure plus conforme aux idéaux de Bruxelles : la directive sur les services audiovisuels adoptée le 29 novembre dernier par le Parlement européen prévoit justement d'amplifier l'avalanche de réclames sur les chaînes privées. *« Il y aura moins de réglementation »*, s'enthousiasmait la commissaire européenne à la Société de l'information, Viviane Reding, en annonçant une *« aube nouvelle pour l'industrie européenne des services audiovisuels convergents »*.



Alibi culturel Dans *Technikart* (mars 2008), Anne Boulay, rédactrice en chef de *GQ*, un nouveau magazine pour hommes, explique : *« Il y aura des textes drôles sur le sexe et chaque numéro proposera un portofolio de "charme" mais avec un puissant alibi culturel. »*

Communiqué Après la publication d'une dépêche de l'AFP titrée « Il meurt en s'empiffrant de gâteaux » (25.2.08), *Le Plan B* tient à rassurer ses lecteurs. L'homme décédé lors d'*« un concours informel […] qui consistait à avaler aussi rapidement que possible le plus grand nombre de gâteaux »* n'est pas Alexandre Adler.

Un "vrai débat culturel vivant" sur l'existence (ou non) d'élites en France

LA DÉMOCRATIE DES ÉLITES CONTRE LE CAPITALISME DU MÉTALLO

Ce qui est trompeur, c'est de dire qu'il n'y a pas d'élites.

Le thatchérien de droite Guy Sorman

Le comptable barriste François de Closets.

"Élites" ?

C'est un mot trompeur qui fait appel au vocabulaire de la Révolution française, et ça évidemment les Français sont prêts à démarrer au quart de tour quand on utilise ce vocabulaire.

Il suffit de couper la tête des élites pour que tout aille bien !

Non, il faut assumer le fait qu'il y a dans une société…

… pas dans un village mais dans une grande société…

… qu'il y a effectivement des gens qui en fonction de leur position, de leurs responsabilités,

de leur autorité,

des gens qui font des propositions,

des gens qui prennent les décisions.

Et puis il y a la population qui les choisit, si c'est politique.

C'est très sain, et s'il y a pas ça, tout s'effondre.

Ce que je conteste, c'est cette méthode d'opposition. Il y a le bon peuple et il y a les mauvaises élites

Je n'ai jamais dit le bon peuple, vous me faites dire des bêtises épouvantables.

Je recommence…

Ce que je conteste, c'est l'opposition : il y a les bons d'un côté et les mauvais de l'autre.

Appliqué à l'économie,

il n'y a pas d'un côté le bon capitalisme qui serait représenté par le métallurgiste lorrain ou le type qui fait de la plasturgie à Chambéry, ça c'est le bon capitalisme,

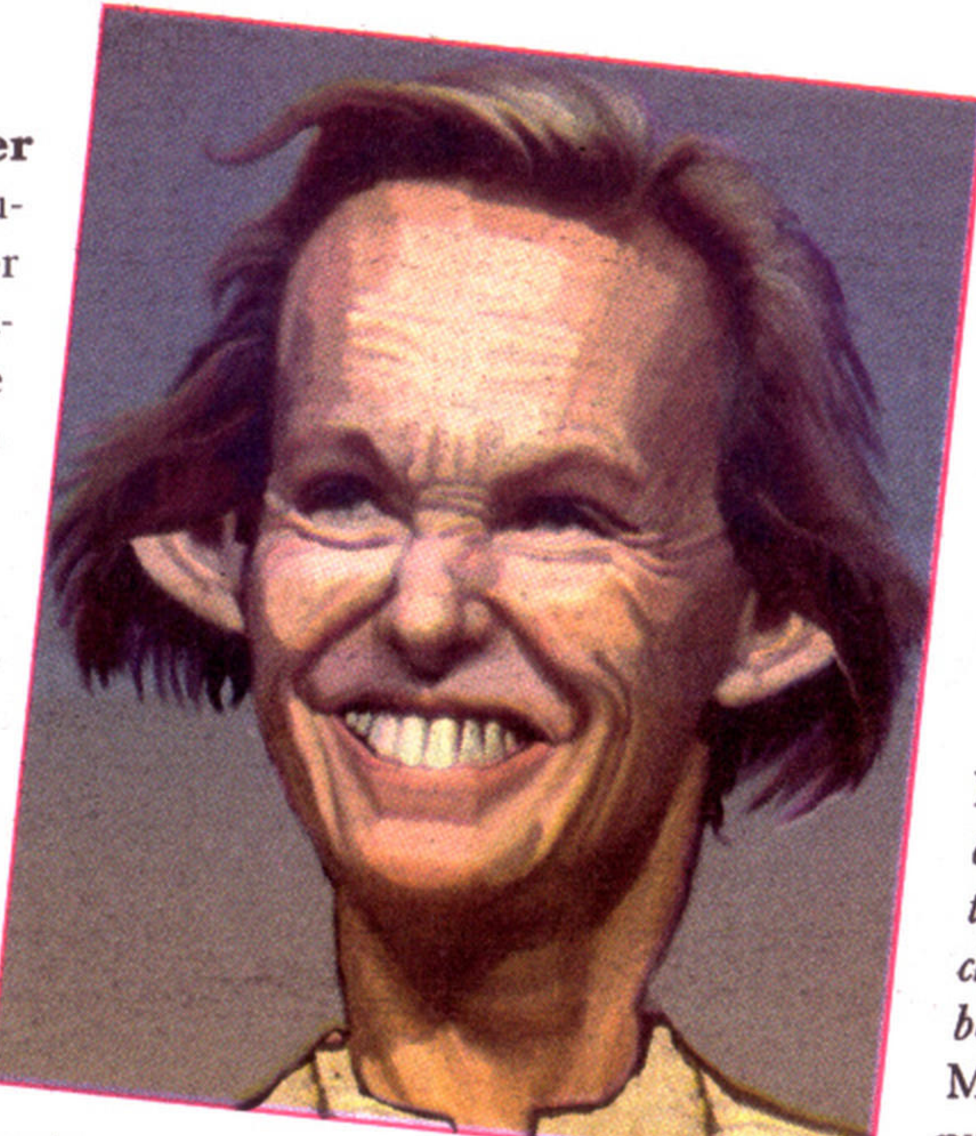
et puis le mauvais capitalisme, ce sont les banques, les financiers, etc.

L'opposition qu'on est en train de faire aujourd'hui en France entre le capitalisme économique qui est bon et le capitalisme financier qui est mauvais est une opposition qui ne tient pas la route une seule seconde.

MC

Toutes les citations sont extraites de l'émission « Esprits libres », titrée *Un vrai débat culturel vivant*, France 2, 7.3.08.

LE PROCÈS de… Christine Ockrent



Le président : Gardes, faites entrer l'accusée ! Madame Ockrent, le procureur a longtemps choisi de vous épargner afin qu'un spécimen de ce que le journalisme français comporte de plus sordide – connivences avec les puissants, passion pour l'argent, le patronat, BHL et l'armée américaine – agisse en toute liberté. Las de cette tolérance à vertu « pédagogique », le Parquet engage des poursuites contre vous. Monsieur le Procureur, vous avez la parole.

Le procureur : Je vais tenter de résumer l'acte d'accusation [Il montre l'amoncellement des dossiers.] en une citation. Elle a pour auteur Jean-Luc Lagardère et date d'avril 1987. Vous faites alors partie de sa *dream team*, qui dispute TF1 à Bouygues. Annonçant que, s'il l'emportait, vous seriez sa directrice de l'information, Lagardère précise : *« Mme Christine Ockrent, je n'ai pas besoin de vous la présenter, elle représente à mes yeux ce qu'un journaliste doit être avec dignité, réserve, professionnalisme, indépendamment de toute influence et de quelque ordre, particulièrement politique, elle fait son métier. »* Ce compliment situait l'étiage de votre indépendance. Car l'autre perle rare de Lagardère, c'était [Il ménage son effet.]… Étienne Mougeotte ! [Vomissements dans la salle.]

L'accusée : En réalité, Jean-Luc [Lagardère, ndlr.] avait beaucoup apprécié un entretien qu'en janvier 1983 j'accorda au *Monde*.

Le président : Vous souhaitez vous distinguer en employant un passé simple ? Alors c'est « j'accordai »…

L'accusée [Vexée.] **:** Soit. J'y déclara : *« La France est un tout petit pays. Le milieu journalistique y côtoie donc un monde politique, syndical, artistique, restreint et hermétique. Ce sont ces mêmes cinq mille personnes qui vont faire les choses, les commenter, les répercuter. Une vraie Nomenklatura. L'autocensure est directement liée au problème de la distance qu'il est nécessaire de maintenir entre le journaliste et ses informateurs. »*

Le procureur [Il ricane.] **:** Cinq mille personnes ? Pourtant, aussi peu « distants » que vous de la Nomenklatura, il n'y a guère que Giesbert, PPDA, Plenel et Joffrin. [Au prononcé de ce nom, la salle entière pouffe.] Et le barbichu, lui, n'a pas épousé un ministre, mais Rothschild.

L'avocat : Assimiler ma cliente à ce sot est inadmissible ! Madame Ockrent a certes croisé Joffrin plusieurs fois à la Fondation Saint-Simon, mais elle s'y rendait pour fréquenter Serge July, Denis Olivennes, Anne Sinclair, Elkabbach, Rosanvallon, Colombani, Alain Duhamel, Minc et, surtout, Jean-Claude Trichet, qu'elle vénère comme un dieu belge car…

L'accusée [Coupant son avocat, elle explose.] **:** … Car je crie vive l'euro et vive Bruxelles à la face d'un peuple français analphabète, donc marxiste ! C'est par François Furet, qui m'avait conviée à Saint-Simon, que j'ai fait la connaissance de Jean-Claude, un gentleman exquis qui défend si bien ma jolie monnaie. [Elle sort de sa poche un billet de 500 euros et le mire avec amour. Son regard s'illumine.]

Le président : Nonobstant votre « professionnalisme », vous avez recommandé nombre de livres sans les avoir lus, ni même ouverts. Ceux de vos amis, bien sûr : Labro, Colombani, Plenel, BHL (*« Excellent livre, et qui devrait être d'une lecture indispensable pour tous ceux qui se réclament de la gauche diverse »*), Jean Daniel (*« Un très beau voyage à l'intérieur de la vie »*). Mais vous êtes vous-même écrivaine puisque, dans votre célèbre ouvrage *L'Europe racontée à mon fils*, vous avez cette formule rimbaldienne : *« Tu devines que la Commission se fiche parfaitement de la façon dont les Britanniques font caca. »*

L'accusée : Jean Daniel, qui vient de mourir, a jugé mon ouvrage *« précieux »*. Et Bayrou a parlé d'un *« très bon petit livre »* : c'était dans mon émission… [Rires dans la salle.] Quant à Minc, il y a consacré deux articles enthousiastes dans *Le Figaro*.

L'avocat : Puisqu'on évoque Minc, je signale que le livre de ma cliente sur l'Europe n'a pas été plagié.

Le président : C'est dans un autre ouvrage de l'accusée, consacré à Hillary Clinton, que l'instruction a recensé neuf cas de plagiat. Passons À propos d'un livre de Le Goff, vous avez eu cette phrase : *« Je ne dirai pas que je l'ai lu. Mais j'ai commencé. »* Et, quelques heures après la sortie d'un pavé de 572 pages de Furet, vous avez fait part de votre enthousiasme. Vous ne pouviez pas attendre de le déguster pour en parler ?

L'accusée : Ah ça non ! Vous pouvez me condamner à mort, mais lire du Furet est au-dessus de mes forces ! Je l'ai signalé parce qu'il était anticommuniste.

Le président : Vous avez en effet écrit dans votre livre de Mémoires, naturellement promu dans votre propre émission : *« J'ai toujours éprouvé à l'égard du communisme, sous ses formes diverses, une répulsion viscérale. »* « Sous ses formes diverses », cela signifie quoi ?

L'accusée : La fiscalité sur les hauts revenus, le droit du travail, le refus de la France de participer à la noble guerre humanitaire d'Irak, comme Bernard l'aurait voulu [Bernard K., attendri, lui lance des grains de riz.], la Sécurité sociale… Vous savez, la liste est tellement longue.

Le procureur : Le 8 février 1996, votre éditorial de *L'Express* est titré « Éloge de la globalisation ». Vous y fustigez *« les lignes Maginot de l'esprit, qui, sous couvert de protéger l'"exception française", abritent nos frilosités »*. Et vous enchaînez sur un éloge de Davos, d'où vous reveniez : *« Il est bon chaque année de prendre le chemin de Davos et d'écouter là-bas dans leur diversité…* [Rires dans la salle. Le procureur reprend.] *et leurs contradictions…* [Rires.] *tous ceux qui contribuent à changer la planète. On voit poindre des espoirs insoupçonnés. »* Espoirs, mais lesquels ?

L'accusée : Après cette tribune, je suis souvent retournée à Davos. Mes espoirs ont alors été comblés par le montant alpestre…

Le président : alpin !

L'accusée [Vexée.] **:** … alpin de mes honoraires. Depuis, j'anime des ateliers lors des universités d'été du Medef. Ces à-côtés me rapportent jusqu'à 18 000 euros la demi-journée.

Le procureur : En décembre 1997, le patron des patrons Jean Gandois peste contre *« cette convention collective qu'on a aujourd'hui »*. Vous interrogez alors Serge July : *« Est-ce qu'il n'y a pas là un réalisme qui est le bienvenu dans la langue de bois ? »* Je…

L'accusée [Qui interrompt.] **:** Je n'aimais pas Gandois, trop à gauche. Mais son successeur, Ernest-Antoine Seillière, avec qui j'avais flirté à Sciences Po, est demeuré un bon ami, même s'il a un gros problème d'haleine…

Le président : Un bon ami au point que, quand vous interrogez le président Chirac le 2 avril 2002, vous lui demandez : *« Le Medef a fait un certain nombre de propositions qui semblent assez bien accueillies par les Français. Et le Medef ne vous trouve pas assez audacieux dans votre désir de réforme. Vous leur dites quoi ? »* Est-ce votre « ami » qui, nonobstant son haleine, vous avait soufflé la question ?

L'avocat : Bien sûr que non ! Ma cliente est d'abord journaliste. Avec elle, patronat et syndicats sont logés à la même enseigne. Elle peut admettre par exemple que *« la CFDT s'est avancée avec beaucoup de courage dans la voie du réformisme en 2003 »*. Elle se fie aux meilleurs experts.

Le procureur : Vos experts, parlons-en. C'est toujours les mêmes : Jacques Marseille, Michel Godet, Nicolas Baverez, Raymond Soubie, Jean-Paul Betbèze…

La défense : Et alors ?

Le procureur : Alors, les trois premiers sont sarkozystes, le quatrième travaille à l'Élysée, le dernier est conseiller rétribué du patronat européen.

Le président : Fustigeant les enseignants réclamant une augmentation, l'accusée a écrit : *« Nous voulons toujours plus, sans jamais faire le lien entre nos finances personnelles et le budget de l'État. »* Mais elle est fonctionnaire, payée 25 000 euros par mois (hors ménages), pour des émissions soporifiques.

L'accusée : À ceci près que Jospin m'a invitée à Florence en 1998. Et, huit ans plus tard, ce fut l'Égypte avec Sarkozy. Je viens de recevoir la Légion d'honneur en même temps qu'une présidence de chaîne financée par mon mari ministre. En somme, je vous emmerde.

Le président : Ce procès est suspendu *sine die* car, à l'évidence, le scandale Ockrent continue. [Hourvari. Dans la salle, on crie : « Même pas condamnée à faire des ménages, des vrais ! ».]

Prochain Plan B le 20 juin